

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1637

29 juin 2012

SOMMAIRE

Anaf Europe S.A.	78530	Klinengo S.A.	78570
GTCR Gridlock Holdings (Luxembourg) S.à r.l.	78530	Konkurs S.à r.l.	78568
Happy Family I S.C.A.	78552	Kronospan Holdings, s.à r.l.	78570
Harmonia S.A.	78552	Kronospan Luxembourg Holdings S.à r.l.	78568
Heddon 5 S.à r.l.	78553	Kulczyk Real Estate Holding 2 S. à r.l.	78569
Hellebore Capital S.A.	78552	Landwehr I S.à r.l.	78572
H.E.R.A. Industries S.A.	78530	La Surveillance Luxembourgeoise S.A. ...	78571
Herald Lux Finance S.à r.l.	78552	Le Gabelle S.A.	78572
Hestia Investment	78553	Les Propriétaires Réunis, S.à r.l.	78572
Identitag Secondary Opportunities S.à r.l.	78554	Lestrade International S.à r.l.	78572
IDJ S.à r.l.	78554	Leumi Global Managers Fund	78572
IFA Holding II S.à r.l.	78554	Limited Brands International S.à r.l.	78570
I&G Galileo Sàrl	78553	Lion/Gem Luxembourg 3 S.à r.l.	78571
Ikano Retail Properties S.A.	78555	LSF REIT Holdings S.à r.l.	78573
IK Investment Partners S.à r.l.	78555	LU GE VI S.à r.l.	78573
Immobilière Royale	78555	Luxdrinks S.A.	78573
Indigo Shipping A.G.	78555	Luxembourgeoise de Construction Immo- bilière S.A.	78574
Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A.	78556	Luxembourg (Overseas) Holdings S.à r.l.	78571
Innopool S.à r.l.	78556	Luxpai Holdo S.à r.l.	78571
Inter Ikea Finance S.A.	78555	Luxvalor Management S.A.	78574
Invenergy Canada I S. à r.l.	78554	Luxvalor Management S.A.	78576
Invest in Luxembourg S.A.	78556	MAN Umbrella SICAV	78574
Isarez S.A.	78556	Masonite Luxembourg S.A.	78574
IT Consulting & Testing Solutions S.A. ...	78557	Mitco Germany Holdings C S.à r.l.	78575
Kajufrap S.à r.l.	78557	Net Service Group S.A.	78576
Katoen Natie Group S.A.	78569	RI Menora German Holdings	78575
Klarolux Investments S.à r.l.	78569	SOPAI SIF SICAV	78557
Klinengo S.A.	78570		

GTCR Gridlock Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 1.378.791,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 162.934.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2012.

Référence de publication: 2012064434/11.

(120091027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

H.E.R.A. Industries S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1244 Luxembourg, 62, rue Jean-François Boch.

R.C.S. Luxembourg B 162.178.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue au siège social en date du 08 mai 2012

Il résulte des délibérations prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société tenue au siège social en date du 08 mai 2012, que le siège social de la Société est transféré au 62, Rue Jean-François BOCH, L-1244 Luxembourg à compter du 1^{er} mai 2012.

Luxembourg, 08 mai 2012.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2012064435/15.

(120091441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Anaf Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4562 Differdange, Zone Industrielle Hahneboesch.

R.C.S. Luxembourg B 42.943.

PROJET COMMUN DE FUSION
TRANSFRONTALIERE PAR ABSORPTION DE
ANAF EUROPE S.A.
PAR
ANAF S.P.A.

1. Forme, dénomination, siège social des sociétés qui fusionnent. En vertu de l'article 261 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi») et des articles 2501 et suivants du Code civil italien, les Conseils d'Administration des deux sociétés désignées ci-après, à savoir:

1. ANAF S.p.A., société par actions, régie par le droit italien, ayant son siège social à Via del Commercio n. 4 Torre d'Isola (PV) dont le capital social s'élève à EUR 7.500.000,00 entièrement libéré, inscrite au Registre des Entreprises de Pavia (Italie) sous le numéro. 01250540182 (ci-après dénommée la «Société absorbante»)

et

2. ANAF EUROPE S.A., société anonyme, soumise au droit luxembourgeois, ayant son siège social à Differdange, Zone Industrielle Hahneboesch, L-4562 Luxembourg dont le capital social s'élève à EUR 247.893,52, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg (R.C.S.) sous le numéro B 42.943 (ci-après dénommée la «Société absorbée»), constituée suivant acte de Maître THYES-WALCH en date du 3 février 1993

entendent effectuer une fusion transfrontalière en vertu de laquelle la Société absorbée cessera d'exister et la Société absorbante prendra en charge la totalité des actifs et passifs de la Société absorbée (ci-après la «Fusion»).

La forme, dénomination et siège social de la société absorbante resteront inchangés après la Fusion.

2. Statuts de la société absorbante. Les statuts de la Société absorbante subiront, suite à l'effet de la Fusion, les modifications aux articles 2 (Objet Social) et articles 6 (Capital Social) figurant à l'annexe «B».

Il n'y aura pas de changement quant aux modalités qui règlent la participation aux bénéfices pour les actionnaires de la Société absorbante.

Les statuts en vigueur de la Société absorbante sont annexés au présent Projet Commun de Fusion sous l'Annexe «A», et seront modifiés comme indiqué à l'Annexe «B».

3. Dates auxquelles se réfèrent le bilan et la situation patrimoniale de fusion. La Fusion sera actée sur base du bilan d'exercice de la Société absorbante à la date du 31 décembre 2011 et du bilan d'exercice de la Société absorbée à la date du 31 décembre 2011.

4. Evaluation des éléments patrimoniaux actif et passif transférés à la société absorbante. La fusion prendra effet comptablement entre la Société absorbée et la Société absorbante au 1^{er} janvier 2012. A compter de cette date, les opérations de la Société absorbée seront considérées comme accomplies du point de vue comptable et fiscal pour le compte de la Société absorbante, et tous bénéfices ou pertes réalisées par la Société absorbée après cette date seront censés réalisés pour le compte de la société absorbante.

Les éléments d'actifs et de passifs de la Société absorbée sont ceux figurant à son bilan à la date du 31 décembre 2011:

Actif	
Actif immobilisé	1.989.132
Actif circulant	2.748
Total de l'actif	1.991.881
Passif	
Capital Social	247.894
Résultats reportés	-469.678
Résultat de l'exercice	9.950
Capitaux propres	-211.833
Dettes envers des entreprises liées	677.371
Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale	62
Autres dettes	1.526.281
Total du passif	1.991.881

L'actif net s'élève à EUR -211.833.

5. Détermination du rapport d'échange des actions et montant éventuel de la soulte. En vertu de l'article 261 de la Loi du 10 août 1915 et des dispositions des articles 2501 et suivantes du Code civil italien, la Fusion sera actée par absorption de la Société absorbée par la Société absorbante, donnant ainsi lieu à une fusion inversée, partant du fait que la Société absorbée détient 100% du capital de la Société absorbante.

Par effet de la Fusion, la Société absorbée sera dissoute sans liquidation et les actions de la Société absorbée seront annulées.

Il est reconnu que, suite au fait que la Société absorbée ANAF EUROPE S.A. possède la totalité du capital social de la Société absorbante ANAF S.p.A., les actions de la Société absorbante seront attribuées aux actionnaires de la Société absorbée, dans les mêmes proportions que leur détention dans la Société absorbée.

Les nouvelles actions qui seront émises par la Société absorbante dans le cadre de son augmentation de capital seront également attribuées aux actionnaires de la Société absorbée, dans les mêmes proportions que leur détention dans la Société absorbée.

Dans le cadre de la fusion par absorption, la société absorbante procédera à une augmentation de capital à concurrence de EUR 247.850,- pour porter le montant du capital social de son montant actuel de EUR 7.500.000,- à EUR 7.747.850,- par l'émission de 4.957 actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 50,-.

Les 10.000 actions de la société absorbée donnent droit à 4.957 actions de la société absorbante, assorties d'une soulte d'un montant total de EUR 44,-.

Après son augmentation de capital, le capital social de la société absorbante sera porté à EUR 7.747.850,- représenté par 154.957 actions d'une valeur nominale de EUR 50,-.

6. Modalités de remise des actions de la société absorbante. Les actions de la Société absorbante seront inscrites au nom des actionnaires définis au point 5 dans les 15 jours suivant la date effective de la Fusion.

7. Modalités d'exercice des droits des créanciers de la société absorbée. Les droits et créances compris dans le patrimoine de la Société absorbée sont transférés à la Société absorbante avec toutes les garanties tant réelles que personnelles qui y sont attachées. La Société absorbante sera ainsi subrogée, sans qu'il y ait novation, dans tous les droits réels et personnels de la Société absorbée en relation avec tous les biens et contre tous les débiteurs sans exception, le tout conformément à la répartition des éléments du bilan.

La Société absorbante assumera toutes les obligations et dettes de quelque nature que ce soit de la Société absorbée. En particulier, elle paiera en principal et intérêts toutes dettes et toutes obligations de quelque nature que ce soit incombant à la Société absorbée.

Les créanciers de la Société absorbée et de la Société absorbante bénéficieront de toutes les protections et voies de droit telles que prévues par le droit luxembourgeois et le droit italien, notamment:

a. Au terme du droit luxembourgeois, les créanciers de la Société absorbée et de la Société absorbante, dont les créances sont antérieures à la date de publication du procès-verbal des assemblées générales par devant notaire autorisant

la fusion peuvent, dans les deux mois de cette publication, demander au tribunal compétent, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues, au cas où la fusion réduirait le gage des créanciers.

b. Au terme de l'article 2503 du Code Civil italien, les créanciers de la Société absorbée et de la Société absorbante, dont les créances sont antérieures à la date de publication du projet de fusion, peuvent s'opposer à la fusion devant le tribunal compétent, dans les 60 jours de la publication de la décision de fusion dans le registre des sociétés.

Dans ce cadre, les créanciers pourront obtenir des informations supplémentaires au siège social de la Société absorbante et de la Société absorbée.

8. Date à partir de laquelle les actions donnent droit de participer aux bénéfices et modalités particulières relatives à ce droit. Les nouvelles actions émises par la Société absorbante seront attribuées directement à aux actionnaires de la Société absorbée. La propriété des actions nouvelles ainsi émises sera inscrite dans le registre de l'actionnaire de la Société absorbante.

Les actionnaires des Sociétés fusionnantes sont en droit, pendant un (1) mois avant la date de la réunion des Assemblées Générales Extraordinaires appelées à se prononcer sur le projet de fusion, de prendre connaissance, au siège social de la Société dont ils sont actionnaires, des documents tels que déterminés à l'article 267 de la loi en date du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et des articles 2501 septies du Code civil italien à savoir: le projet de fusion, les comptes annuels et les rapports de gestion des trois (3) derniers exercices, les états comptables arrêtés au 31 décembre 2011, les rapports des Conseils d'Administration des sociétés fusionnantes. Une copie des documents peut être obtenue par tout actionnaire sans frais sur simple demande.

Les actions de la Société absorbante alors détenues à l'issue de la Fusion par les actionnaires de la Société absorbée seront entièrement assimilées à toutes les autres actions émises de la Société absorbante et donneront droit aux distributions de bénéfices ou répartitions de réserves qui pourront être décidées par la Société absorbante à compter de la date effective de la publication du projet de fusion, dans les mêmes proportions que les autres actions émises.

9. Dates des effets légaux, comptables et fiscaux de la fusion. La fusion sera réalisée à la date où interviendront les décisions concordantes des Assemblées Générales Extraordinaires prises par devant notaire au sein des sociétés fusionnantes conformément à la loi.

La fusion sera effective selon les conditions requises par l'article 2504 et suivants du Code civil Italien.

D'un point de vue luxembourgeois, la présente fusion s'effectue en application des articles 257 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée.

Aux fins comptables et fiscales, auxquels se réfère le premier alinéa de l'article 2501 ter, numéro 5) et 6) du Code civil italien, les opérations de la Société absorbée ANAF EUROPE S.A. seront à la charge du bilan de la Société absorbante «ANAF S.p.A.» à compter du 1^{er} janvier 2012.

10. Effets de la fusion. La fusion entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et des articles 2501 et suivants du Code civil italien.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire de la Société absorbée prennent fin à la date de la Fusion; décharge sera accordée aux Administrateurs et au Commissaire de la société absorbée.

Par l'effet de la fusion, la Société absorbée sera dissoute et toutes les actions qu'elle a émises seront annulées.

La Société absorbante deviendra propriétaire des biens apportés par la société absorbée dans l'état où ceux-ci se trouvent à la date effective sans droit de recours contre la Société absorbée pour quelque raison que ce soit.

La Société absorbée garantit à la Société absorbante que les créances cédées dans le cadre de la fusion sont certaines mais elle n'assume aucune garantie quant à la solvabilité des débiteurs cédés.

La Société absorbante reprendra à son compte les droits et les obligations de la Société absorbée.

La Société absorbante acquittera à compter de la date effective tous impôts, taxes, redevances, primes d'assurance et autres, tant ordinaires qu'extraordinaires, qui grèveront ou pourront grever la propriété des biens apportés.

La Société absorbante exécutera tous contrats et tous engagements de quelque nature que ce soit de la Société absorbée tels que ces contrats et engagements existent à la date effective.

La Société absorbante procédera à toutes les formalités nécessaires ou utiles pour donner effet à la fusion et à la cession de tous les avoirs et obligations de la Société absorbée.

Les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège social de la Société absorbante.

11. Traitement réservé en faveur de catégories particulières d'actionnaires et de détenteurs de titres autres que les actions. Il n'existe pas, ni dans la Société absorbante, ni dans la Société absorbée, de catégories d'actionnaires autres que les catégories ordinaires. Par conséquent, il n'y a pas lieu de prévoir des traitements particuliers.

12. Avantages particuliers en faveur des membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des sociétés qui fusionnent, ainsi qu'aux experts examinant le projet de fusion. Il n'y a pas d'avantages particuliers prévus en faveur des membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des sociétés qui fusionnent ni en faveur d'experts examinant le projet de fusion.

Si les assemblées des actionnaires et des porteurs des autres titres conférant un droit de vote de chacune des sociétés participant à la fusion en décident ainsi, ni un examen du projet commun de fusion par des experts indépendants ni un rapport d'expert ne sont requis suivant l'article 266 (S) de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée et l'article 2501-sexies du Code civil italien.

13. Effets probables de la fusion sur l'emploi et informations sur les procédures relatives à l'implication des travailleurs. La Société absorbante a actuellement 60 contrats de travail à durée indéterminée et 11 contrats de travail à durée déterminée. L'accomplissement de la Fusion ne comportera aucune modification sur les contrats de travail actuellement en vigueur. De même, suite à la Fusion, il n'y a pas de répercussions futures prévues sur le maintien des travailleurs de la Société absorbante.

La Société absorbée, à la date d'effet de la fusion, ne sera partie à aucun contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée. En conséquence, la procédure visée à l'article 47 du Code civil italien n° 428/1990 ne sera pas applicable.

14. Informations sur les procédures de participation des employés dans la définition de leurs droits de participation dans la société absorbante. Les dispositions nationales luxembourgeoises respectives en matière des réglementations concernant la participation des employés ne sont pas applicables dans le cas d'espèce dans la mesure où les conditions préalables à leur application ne sont pas remplies.

15. Fusion par endettement. En vertu et par effet de l'article 2501-bis C.C. du Code civil italien, il est spécifié que la présente Fusion ne sera pas réalisée par endettement (crédit vendeur).

16. Coûts. Le coût de l'opération de fusion sera supporté, à savoir:

- dans l'hypothèse où le présent projet de Fusion ne serait pas réalisé, les frais y afférents seront supportés par moitié par la Société absorbante et par la Société absorbée;
- dans l'hypothèse où le présent projet de Fusion serait approuvé, tous les frais générés par cette Fusion seront supportés par la Société absorbante.

ANAF EUROPE S.A. / ANAF S.p.A.

Signature / Signature

Annexe «A»

Statuts

Dénomination - Objet - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Est constituée une société anonyme sous la dénomination

«ANAF S.P.A.»

Art. 2. La société a pour objet principal l'étude, la conception, la réalisation, la construction, la commercialisation, l'installation, la gestion, l'assistance et l'entretien de:

- extincteurs d'incendie de tous types et dimensions et leurs composants;
- matériels anti-incendie de tous types;
- équipements pour la détection et l'extinction d'incendies;
- équipements antivol et de surveillance;
- systèmes pour le contrôle et la gestion des équipements technologiques;
- systèmes de hardware et software pour le calcul et la gestion de données, comptables également;
- matériels de prévention des accidents et signalétique industrielle et routière;
- équipements écologiques et de lutte contre la pollution;
- équipements chimiques et de procédé;
- réservoirs, conteneurs, bouteilles de tous types;
- soupapes de tous types;
- produits manufacturés de matériel plastique;
- matières plastiques;
- installations photovoltaïques et installations pour la production d'énergie, électrique et thermique, à partir de sources renouvelables;
- installations de cogénération;
- solutions pour l'optimisation énergétique d'établissements industriels;
- hangars industriels;
- énergie électrique et thermique à partir de sources renouvelables;
- matériel pour installations photovoltaïques.

La société pourra, en outre, accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles et financières, mobilières et immobilières qui s'avéreront utiles ou nécessaires à la poursuite de l'objet social; elle pourra contracter des prêts et des emprunts, même hypothécaires, pour le financement des activités de la société; donner fidéjussions et garanties en général en faveur de tiers ainsi que prendre, directement ou indirectement, dans les limites et les formes autorisées par la loi et à l'exclusion expresse de toute finalité de placement auprès du public, des intéressements et participations sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises ou sociétés qui ont un objet social analogue, similaire ou, à tout le moins, connexe au sien, et accomplir, dans les limites prévues par la législation, toute opération nécessaire ou utile à la poursuite de l'objet social, le tout à condition que ce soit exclusivement à titre d'instrument à la poursuite de son objet social et à titre accessoire.

Sont formellement exclues la collecte de l'épargne pour l'octroi de crédit, l'activité professionnelle réservée, l'appel public à l'épargne aux termes de l'art.18 de la loi n° 216/74 et modifications successives, l'exercice à l'égard du public des activités visées par l'art. 106 du décret législatif n° 385 du 1^{er} septembre 1993, l'octroi du crédit à la consommation (ni en faveur de ses actionnaires), l'activité réservée aux sociétés de courtage en valeurs mobilières (SIM).

Art. 3. Le siège social de la société est sis à Torre d'Isola (PV) et l'organe administratif a compétence pour décider le transfert du siège social, pourvu que ce soit dans la même commune.

Sur délibération prise conformément aux dispositions légales, des succursales, dépôts, filiales, bureaux commerciaux, agences et représentations pourront être établies ailleurs, tant en Italie qu'à l'étranger.

Art. 4. Le domicile (en ce compris le numéro de fax et l'adresse du courrier électronique) des actionnaires, des administrateurs, des commissaires aux comptes et de l'auditeur, s'ils sont nommés, dans leurs rapports avec la société, est celui qui figure dans le Registre des Actionnaires.

Art. 5. La durée de la société est fixée à partir de la date de l'acte constitutif jusqu'au 31 décembre 2050 et pourra être prorogée ou dissoute anticipativement sur décision de l'assemblée.

Capital social

Art. 6. Le capital social est de 7.500.000 (sept millions cinq cent mille) euros et est représenté par 150.000 (cent cinquante mille) actions d'une valeur nominale de 50 (cinquante) euros chacune.

Art. 7. Le capital peut également être augmenté par émission d'actions privilégiées ou ayant des droits différents de ceux attachés aux actions précédentes.

En cas de transfert d'actions et/ou de droits d'option relatifs à des augmentations de capital, les actionnaires bénéficient d'un droit de préemption au prorata de leur part, valable même par la suite.

Art. 8. Les versements sur les actions sont requis par les administrateurs selon des termes et modalités qu'ils jugent appropriés.

A charge des actionnaires en retard de versements, sera appliqué un intérêt annuel de 5% (cinq pour cent), sans préjudice de l'art. 2344 c.c.

Art. 9. Les actions sont nominatives et, si elles sont entièrement libérées, peuvent être converties en actions au porteur ou vice-versa, dès lors qu'aucune interdiction légale ne s'y oppose.

Art. 10. L'assemblée peut délibérer la diminution du capital, sous réserve des dispositions des articles 2327 et 2412 du Code Civil, également par attribution à des actionnaires en particulier ou des groupes d'actionnaires qui ont une activité sociale déterminée.

Soumission à une activité de direction et de contrôle

Art. 11. La société doit indiquer son éventuelle soumission à la direction et la coordination d'autrui dans les actes et dans la correspondance, moyennant inscription, à charge des administrateurs, auprès de la section du registre de commerce visée par l'article 2497-bis deuxième alinéa c.c.

Assemblée

Art. 12. L'assemblée représente l'ensemble des actionnaires et ses délibérations, prises conformément aux présents statuts et aux dispositions légales, lient tous les actionnaires, qu'ils soient absents ou en désaccord.

L'assemblée est ordinaire ou extraordinaire aux termes de la loi.

Elle peut être convoquée même en dehors du siège social, pourvu que ce soit en Italie.

L'assemblée ordinaire doit être convoquée par l'organe administratif au moins une fois par an, dans les cent vingt jours qui suivent la clôture de l'exercice social.

Si la société est tenue à la rédaction de comptes annuels consolidés et si des exigences particulières relatives à la structure et à l'objet de la société le requièrent, l'assemblée pourra être convoquée dans les cent quatre-vingts jours qui suivent la clôture de l'exercice social.

Art. 13. Chaque action donne droit à un vote.

Art. 14. L'assemblée est convoquée par un avis portant indication de la date, de l'heure et du lieu de la réunion et la liste des sujets à examiner.

L'avis doit être envoyé aux actionnaires par courrier recommandé, télégramme, télécopie ou courrier électronique au plus tard huit jours avant la date fixée pour la réunion.

Le même avis peut mentionner la date de l'assemblée en seconde convocation, au cas où la première ne réunit pas le quorum nécessaire.

Cependant, l'assemblée est réputée valablement constituée, même à défaut de convocation, lorsqu'est présent ou représenté l'ensemble du capital social et qu'y participe la majorité des membres des organes administratifs et de contrôle. Cependant, dans cette hypothèse, chacun des participants peut s'opposer à la discussion des sujets sur lesquels il se considère insuffisamment informé.

Art. 15. Pour être admis à l'assemblée, les actionnaires doivent déposer leurs actions, auprès des caisses désignées dans l'avis de convocation, au plus tard cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée.

Art. 16. Tout actionnaire qui a le droit d'intervenir à l'assemblée peut se faire représenter par procuration écrite par une autre personne conformément à l'art. 2372 c.c.

Il échoit au Président de l'assemblée de constater que celle-ci est valablement constituée, de vérifier l'identité et la légitimité des personnes présentes, de diriger et régler le déroulement de l'assemblée et de vérifier et proclamer les résultats des votes.

Art. 17. L'assemblée est présidée par l'Administrateur Unique, par le Président du Conseil d'Administration ou, à défaut, par une autre personne désignée par l'assemblée.

Art. 18. Le Président de l'assemblée est assisté par un Secrétaire, même non actionnaire, et, le cas échéant, par deux scrutateurs, choisis parmi les actionnaires ou les Commissaires aux comptes.

Les délibérations de l'assemblée sont constatées par un procès-verbal signé par le Président, le Secrétaire et, éventuellement, par les scrutateurs.

Dans les cas prévus par la loi et si le Président le répute opportun, le procès-verbal est rédigé par un Notaire.

Art. 19. Pour la validité des délibérations de l'assemblée ordinaire et extraordinaire, tant en première qu'en seconde convocation, l'on se conformera aux dispositions du Code Civil.

Art. 20. L'assemblée des actionnaires peut aussi se dérouler en plusieurs endroits, en liaison audio et/ou vidéo, et ce, aux conditions suivantes, dont les procès-verbaux relatifs devront donner acte:

- que soient présents au même endroit le Président et le Secrétaire de la réunion, s'il est nommé, qui veilleront à la rédaction et à la signature du procès-verbal;
- que le Président de l'assemblée puisse vérifier l'identité et la légitimité des intervenants, régler le déroulement de la réunion, constater et proclamer les résultats des votes;
- que la personne qui dresse le procès-verbal puisse percevoir de manière adéquate les événements de l'assemblée visés par le procès-verbal;
- que les intervenants puissent participer à la discussion et au vote simultané sur les points mis à l'ordre du jour et visionner, recevoir ou transmettre des documents;
- que soient indiqués dans l'avis de convocation (sauf s'il s'agit d'une assemblée plénière) les lieux reliés par liaison audio et/ou vidéo mis à disposition des intervenants par la société; la réunion sera réputée s'être tenue à l'endroit où seront présents le Président et le Secrétaire, s'il est nommé.

Tous les lieux reliés par liaison audio et/ou vidéo où se tient la réunion disposeront d'une feuille de présences.

Administration de la société

Art. 21. L'administration de la société peut être confiée à un Administrateur Unique ou à un Conseil d'Administration composé de 3 à 5 membres, conformément à la délibération de l'assemblée ordinaire.

Art. 22. Les administrateurs sont nommés par l'assemblée. Ils sont nommés pour trois exercices, sont démis et remplacés aux termes de la loi.

Art. 23. Sous réserve d'une délibération contraire de l'assemblée, les administrateurs ne sont pas soumis à l'interdiction visée à l'art.2390 du Code Civil.

Art. 24. Les administrateurs ont droit au remboursement des frais exposés en raison de leur charge. L'assemblée ordinaire peut délibérer des émoluments fixes ou une indemnité annuelle.

Conseil d'administration

Art. 25. Si, par démission ou tout autre motif, la majorité des administrateurs composant le Conseil venait à cesser, c'est l'ensemble du Conseil qui est alors déchu et l'assemblée doit être convoquée d'urgence en vue de nommer un nouveau Conseil.

Art. 26. Sauf désignation par l'assemblée aux termes de l'art. 2380 c.c., le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un Président.

Le Conseil d'Administration peut éventuellement élire un Vice-président, qui remplacera le Président en cas d'absence ou d'empêchement, ainsi qu'un Secrétaire, même étranger.

Art. 27. Le Conseil se réunit soit au siège social soit ailleurs, chaque fois que le Président, ou celui faisant fonction, le retient opportun ou sur demande écrite d'au moins un des Administrateurs ou du Président du Collège des Commissaires aux comptes.

Art. 28. La convocation est envoyée par le Président au plus tard trois jours avant l'assemblée par courrier, fax, télégramme ou courrier électronique au domicile de chacun des Administrateurs et Commissaires aux comptes effectifs, sous réserve des cas d'urgence pour lesquels la convocation peut avoir lieu par fax, télégramme ou courrier électronique envoyé au moins un jour avant l'assemblée.

Sont valables les réunions du Conseil et ses délibérations, même à défaut de convocation formelle, à condition que soient présents tous les membres du Conseil d'Administration en fonction et les Commissaires effectifs s'ils sont nommés.

Art. 29. Pour être valables, les délibérations du Conseil requièrent la présence effective de la majorité des Administrateurs en fonction.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des votes des intervenants.

Les délibérations du Conseil sont transcrites dans le registre prévu à cet effet, par un procès-verbal signé par le Président et le Secrétaire.

Les réunions du Conseil d'Administration peuvent également se dérouler par audioconférence ou vidéoconférence, aux conditions suivantes, qui devront figurer dans les procès-verbaux qui s'y rapportent:

a. que soient présents au même endroit le Président et le Secrétaire de la réunion, s'il est nommé, qui veilleront à la rédaction et à la signature du procès-verbal; la réunion sera réputée s'être tenue à cet endroit;

b. que le Président de l'assemblée puisse vérifier l'identité des intervenants, régler le déroulement de la réunion, constater et proclamer les résultats des votes;

c. que la personne qui dresse le procès-verbal puisse percevoir de manière adéquate les événements de la réunion visés par le procès-verbal;

d. que les intervenants puissent participer à la discussion et au vote simultané sur les points mis à l'ordre du jour et visionner, recevoir ou transmettre des documents.

Art. 30. Le Conseil d'Administration est investi des plus larges pouvoirs d'administration ordinaire et extraordinaire de la société, sans exception d'aucune sorte, et a la faculté d'accomplir tous les actes qu'il juge opportuns pour la réalisation et la poursuite des objets sociaux, sous réserve de ce qui relève, en vertu de la loi, de la compétence exclusive de l'Assemblée et sans préjudice de la nécessité d'une autorisation spécifique dans les cas prévus par la loi.

Administrateur unique

Art. 31. L'Administrateur Unique est investi, pour la gestion de la société, des pouvoirs qui, par statuts, échoient au Conseil d'administration.

Signature et représentation sociale

Art. 32. La représentation légale de la société relève de la compétence de l'Administrateur Unique ou du Président du Conseil d'Administration ou de celui faisant fonction.

Le Président du Conseil mettra à exécution toutes les délibérations du Conseil, sauf délibération contraire.

Art. 33. L'Administrateur Unique ou le Président du Conseil d'Administration, ou celui faisant fonction, représente la société dans tous les sièges et à tous les degrés de juridiction, avec faculté de nommer des avocats et mandataires ad litem en leur attribuant les pouvoirs nécessaires.

Art. 34. Le Conseil d'Administration peut déléguer, dans les limites prévues par l'art. 2381 c.c., une partie de ses attributions ou de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres, même en qualité d'Administrateurs Délégués, en définissant leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Le Conseil peut aussi déléguer des fonctions particulières ou des charges spéciales à certains de ses membres ou disposer que soit constitué un Comité Exécutif, en fixant ses objectifs et les modalités d'exercice des pouvoirs délégués.

Le Conseil conserve à tout le moins le pouvoir de contrôler et d'évoquer à soi les opérations relevant de la délégation, outre le pouvoir de révoquer les délégations.

Ne peuvent être attribuées aux organes délégués les compétences visées par l'art. 2381 c.c.

Le Conseil d'Administration et l'Administrateur Unique peuvent, dans les limites de leurs pouvoirs, nommer et révoquer des mandataires de la société pour des actes et/ou des catégories d'actes déterminés, en définissant leurs pouvoirs, leurs émoluments et les éventuelles garanties.

Collège des commissaires aux comptes

Art. 35. L'Assemblée ordinaire nomme trois Commissaires aux comptes effectifs et deux suppléants, désigne le Président du Collège et, sauf dispositions légales contraires, fixe leurs émoluments. Leurs attributions et devoirs sont définis par les art. 2397 et suivants du C.C.

Comptes annuels et bénéfiques

Art. 36. L'exercice social se clôture le 31 décembre de chaque année.

L'organe administratif procède à l'établissement des comptes annuels aux termes de la loi.

Art. 37. Les bénéfiques nets qui ressortent des comptes annuels, après déduction d'un montant non inférieur à cinq pour cent du capital social attribué à la réserve légale jusqu'à ce qu'elle atteigne un cinquième du capital social, sont distribués aux actionnaires, sauf si l'assemblée, sur proposition de l'organe administratif, opte pour des prélèvements affectés à des réserves extraordinaires ou autres ou décide de les reporter en tout ou en partie sur les exercices suivants.

Art. 38. Les dividendes sont payés auprès des caisses désignées par le Conseil ou l'Administrateur Unique, dans le délai qui sera fixé chaque année.

Les dividendes non perçus dans les cinq ans à partir de la date de leur exigibilité seront prescrits en faveur de la société.

Dissolution et liquidation

Art. 39. En cas de dissolution de la société, à quelque moment ou pour quelque motif que ce soit, l'organe administratif devra s'acquitter des obligations légales en matière de publicité dans les trente jours de leur occurrence.

Sur convocation de l'organe administratif, l'assemblée nommera un ou plusieurs liquidateurs en fixant:

- le nombre de liquidateurs;
- les règles de fonctionnement du collège en cas de pluralité de liquidateurs, en se référant éventuellement au mode de fonctionnement du conseil d'administration, là où il y a compatibilité;
- ceux à qui échoit la représentation de la société;
- les critères qui devront présider à la liquidation;
- les éventuelles limites des pouvoirs de l'organe liquidateur.

Annexe «B»

Statuts

Dénomination - Objet - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Est constituée une société anonyme sous la dénomination

«ANAF S.P.A.»

Art. 2. La société a pour objet principal, dans le respect des dispositions légales en la matière, l'activité de holding industriel et, en particulier, l'acquisition comme forme stable d'investissement, et sans possibilité de procéder par la suite à un placement auprès du public, d'actions et de parts, en ce compris des participations et intéressements, relatives à des sociétés opérant dans un quelconque secteur industriel, commercial et de services et dans des sociétés de tout autre genre et type constituées ou à constituer, en Italie et à l'étranger.

La société exerce également comme activité l'étude, la conception, la réalisation, la construction, la commercialisation, l'installation, la gestion, l'assistance et l'entretien de:

- extincteurs d'incendie de tous types et dimensions et leurs composants;
- matériels anti-incendie de tous types;
- équipements pour la détection et l'extinction d'incendies;
- équipements antivol et de surveillance;
- systèmes pour le contrôle et la gestion des équipements technologiques;
- systèmes de hardware et software pour le calcul et la gestion de données, comptables également;
- matériels de prévention des accidents et signalétique industrielle et routière;
- équipements écologiques et de lutte contre la pollution;
- équipements chimiques et de procédé;
- réservoirs, conteneurs, bouteilles de tous types;
- soupapes de tous types;
- produits manufacturés de matériel plastique, moulage matières plastiques;
- matières plastiques;
- installations photovoltaïques et installations pour la production d'énergie, électrique et thermique, à partir de sources renouvelables;

- installations de cogénération;
- solutions pour l'optimisation énergétique d'établissements industriels;
- hangars industriels;
- énergie électrique et thermique à partir de sources renouvelables;
- matériel pour installations photovoltaïques.

La société pourra, en outre, accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles et financières, mobilières et immobilières qui s'avéreront utiles ou nécessaires à la poursuite de l'objet social; elle pourra contracter des prêts et des emprunts, même hypothécaires, pour le financement des activités de la société; donner fidéjussions et garanties en général en faveur de tiers ainsi que prendre, directement ou indirectement, dans les limites et les formes autorisées par la loi et à l'exclusion expresse de toute finalité de placement auprès du public, des intéressements et participations sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises ou sociétés qui ont un objet social analogue, similaire ou, à tout le moins, connexe au sien, et accomplir, dans les limites prévues par la législation, toute opération nécessaire ou utile à la poursuite de l'objet social, le tout à condition que ce soit exclusivement à titre d'instrument à la poursuite de son objet social et à titre accessoire.

Sont formellement exclues la collecte de l'épargne pour l'octroi de crédit, l'activité professionnelle réservée, l'appel public à l'épargne aux termes de l'art. 18 de la loi n° 216/74 et modifications successives, l'exercice à l'égard du public des activités visées par l'art. 106 du décret législatif n° 385 du 1^{er} septembre 1993, l'octroi du crédit à la consommation (ni en faveur de ses actionnaires), l'activité réservée aux sociétés de courtage en valeurs mobilières (SIM).

Art. 3. Le siège social de la société est sis à Torre d'isola (PV) et l'organe administratif a compétence pour décider le transfert du siège social, pourvu que ce soit dans la même commune.

Sur délibération prise conformément aux dispositions légales, des succursales, dépôts, filiales, bureaux commerciaux, agences et représentations pourront être établies ailleurs, tant en Italie qu'à l'étranger.

Art. 4. Le domicile (en ce compris le numéro de fax et l'adresse du courrier électronique) des actionnaires, des administrateurs, des commissaires aux comptes et de l'auditeur, s'ils sont nommés, dans leurs rapports avec la société, est celui qui figure dans le Registre des Actionnaires.

Art. 5. La durée de la société est fixée à partir de la date de l'acte constitutif jusqu'au 31 décembre 2050 et pourra être prorogée ou dissoute anticipativement sur décision de l'assemblée.

Capital social

Art. 6. Le capital social est de 7.747.850 (sept million sept cent quarante-sept mille huit cent cinquante) euros et est représenté par 154.957 (cent cinquante-quatre mille neuf cent cinquante-sept) actions d'une valeur nominale de 50 (cinquante) euros chacune.

Art. 7. Le capital peut également être augmenté par émission d'actions privilégiées ou ayant des droits différents de ceux attachés aux actions précédentes.

En cas de transfert d'actions et/ou de droits d'option relatifs à des augmentations de capital, les actionnaires bénéficient d'un droit de préemption au prorata de leur part, valable même par la suite.

Art. 8. Les versements sur les actions sont requis par les administrateurs selon des termes et modalités qu'ils jugent appropriés.

A charge des actionnaires en retard de versements, sera appliqué un intérêt annuel de 5% (cinq pour cent), sans préjudice de l'art. 2344 c.c..

Art. 9. Les actions sont nominatives et, si elles sont entièrement libérées, peuvent être converties en actions au porteur ou vice-versa, dès lors qu'aucune interdiction légale ne s'y oppose.

Art. 10. L'assemblée peut délibérer la diminution du capital, sous réserve des dispositions des articles 2327 et 2412 du Code Civil, également par attribution à des actionnaires en particulier ou des groupes d'actionnaires qui ont une activité sociale déterminée.

Soumission à une activité de direction et de contrôle

Art. 11. La société doit indiquer son éventuelle soumission à la direction et la coordination d'autrui dans les actes et dans la correspondance, moyennant inscription, à charge des administrateurs, auprès de la section du registre de commerce visée par l'article 2497-bis deuxième alinéa c.c.

Assemblée

Art. 12. L'assemblée représente l'ensemble des actionnaires et ses délibérations, prises conformément aux présents statuts et aux dispositions légales, lie tous les actionnaires, qu'ils soient absents ou en désaccord.

L'assemblée est ordinaire ou extraordinaire aux termes de la loi.

Elle peut être convoquée même en dehors du siège social, pourvu que ce soit en Italie.

L'assemblée ordinaire doit être convoquée par l'organe administratif au moins une fois par an, dans les cent vingt jours qui suivent la clôture de l'exercice social.

Si la société est tenue à la rédaction de comptes annuels consolidés et si des exigences particulières relatives à la structure et à l'objet de la société le requièrent, l'assemblée pourra être convoquée dans les cent quatre-vingts jours qui suivent la clôture de l'exercice social.

Art. 13. Chaque action donne droit à un vote.

Art. 14. L'assemblée est convoquée par un avis portant indication de la date, de l'heure et du lieu de la réunion et la liste des sujets à examiner.

L'avis doit être envoyé aux actionnaires par courrier recommandé, télégramme, télécopie ou courrier électronique au plus tard huit jours avant la date fixée pour la réunion.

Le même avis peut mentionner la date de l'assemblée en seconde convocation, au cas où la première ne réunit pas le quorum nécessaire.

Cependant, l'assemblée est réputée valablement constituée, même à défaut de convocation, lorsqu'est présent ou représenté l'ensemble du capital social et qu'y participe la majorité des membres des organes administratifs et de contrôle. Cependant, dans cette hypothèse, chacun des participants peut s'opposer à la discussion des sujets sur lesquels il se considère insuffisamment informé.

Art. 15. Pour être admis à l'assemblée, les actionnaires doivent déposer leurs actions, auprès des caisses désignées dans l'avis de convocation, au plus tard cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée.

Art. 16. Tout actionnaire qui a le droit d'intervenir à l'assemblée peut se faire représenter par procuration écrite par une autre personne conformément à l'art. 2372 c.c.

Il échoit au Président de l'assemblée de constater que celle-ci est valablement constituée, de vérifier l'identité et la légitimité des personnes présentes, de diriger et régler le déroulement de l'assemblée et de vérifier et proclamer les résultats des votes.

Art. 17. L'assemblée est présidée par l'Administrateur Unique, par le Président du Conseil d'Administration ou, à défaut, par une autre personne désignée par l'assemblée.

Art. 18. Le Président de l'assemblée est assisté par un Secrétaire, même non actionnaire, et, le cas échéant, par deux scrutateurs, choisis parmi les actionnaires ou les Commissaires aux comptes.

Les délibérations de l'assemblée sont constatées par un procès-verbal signé par le Président, le Secrétaire et, éventuellement, par les scrutateurs.

Dans les cas prévus par la loi et si le Président le répute opportun, le procès-verbal est rédigé par un Notaire.

Art. 19. Pour la validité des délibérations de l'assemblée ordinaire et extraordinaire, tant en première qu'en seconde convocation, l'on se conformera aux dispositions du Code Civil.

Art. 20. L'assemblée des actionnaires peut aussi se dérouler en plusieurs endroits, en liaison audio et/ou vidéo, et ce, aux conditions suivantes, dont les procès-verbaux relatifs devront donner acte:

- que soient présents au même endroit le Président et le Secrétaire de la réunion, s'il est nommé, qui veilleront à la rédaction et à la signature du procès-verbal;
- que le Président de l'assemblée puisse vérifier l'identité et la légitimité des intervenants, régler le déroulement de la réunion, constater et proclamer les résultats des votes;
- que la personne qui dresse le procès-verbal puisse percevoir de manière adéquate les événements de l'assemblée visés par le procès-verbal;
- que les intervenants puissent participer à la discussion et au vote simultané sur les points mis à l'ordre du jour et visionner, recevoir ou transmettre des documents;
- que soient indiqués dans l'avis de convocation (sauf s'il s'agit d'une assemblée plénière) les lieux reliés par liaison audio et/ou vidéo mis à disposition des intervenants par la société; la réunion sera réputée s'être tenue à l'endroit où seront présents le Président et le Secrétaire, s'il est nommé.

Tous les lieux reliés par liaison audio et/ou vidéo où se tient la réunion disposeront d'une feuille de présences.

Administration de la société

Art. 21. L'administration de la société peut être confiée à un Administrateur Unique ou à un Conseil d'Administration composé de 3 à 5 membres, conformément à la délibération de l'assemblée ordinaire.

Art. 22. Les administrateurs sont nommés par l'assemblée. Ils sont nommés pour trois exercices, sont démis et remplacés aux termes de la loi.

Art. 23. Sous réserve d'une délibération contraire de l'assemblée, les administrateurs ne sont pas soumis à l'interdiction visée à l'art.2390 du Code Civil.

Art. 24. Les administrateurs ont droit au remboursement des frais exposés en raison de leur charge. L'assemblée ordinaire peut délibérer des émoluments fixes ou une indemnité annuelle.

Conseil d'administration

Art. 25. Si, par démission ou tout autre motif, la majorité des administrateurs composant le Conseil venait à cesser, c'est l'ensemble du Conseil qui est alors déchu et l'assemblée doit être convoquée d'urgence en vue de nommer un nouveau Conseil.

Art. 26. Sauf désignation par l'assemblée aux termes de l'art. 2380 c.c., le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un Président.

Le Conseil d'Administration peut éventuellement élire un Vice-président, qui remplacera le Président en cas d'absence ou d'empêchement, ainsi qu'un Secrétaire, même étranger.

Art. 27. Le Conseil se réunit soit au siège social soit ailleurs, chaque fois que le Président, ou celui faisant fonction, le retient opportun ou sur demande écrite d'au moins un des Administrateurs ou du Président du Collège des Commissaires aux comptes.

Art. 28. La convocation est envoyée par le Président au plus tard trois jours avant l'assemblée par courrier, fax, télégramme ou courrier électronique au domicile de chacun des Administrateurs et Commissaires aux comptes effectifs, sous réserve des cas d'urgence pour lesquels la convocation peut avoir lieu par fax, télégramme ou courrier électronique envoyé au moins un jour avant l'assemblée.

Sont valables les réunions du Conseil et ses délibérations, même à défaut de convocation formelle, à condition que soient présents tous les membres du Conseil d'Administration en fonction et les Commissaires effectifs s'ils sont nommés.

Art. 29. Pour être valables, les délibérations du Conseil requièrent la présence effective de la majorité des Administrateurs en fonction.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des votes des intervenants.

Les délibérations du Conseil sont transcrites dans le registre prévu à cet effet, par un procès-verbal signé par le Président et le Secrétaire.

Les réunions du Conseil d'Administration peuvent également se dérouler par audioconférence ou vidéoconférence, aux conditions suivantes, qui devront figurer dans les procès-verbaux qui s'y rapportent:

a. que soient présents au même endroit le Président et le Secrétaire de la réunion, s'il est nommé, qui veilleront à la rédaction et à la signature du procès-verbal; la réunion sera réputée s'être tenue à cet endroit;

b. que le Président de l'assemblée puisse vérifier l'identité des intervenants, régler le déroulement de la réunion, constater et proclamer les résultats des votes;

c. que la personne qui dresse le procès-verbal puisse percevoir de manière adéquate les événements de la réunion visés par le procès-verbal;

d. que les intervenants puissent participer à la discussion et au vote simultané sur les points mis à l'ordre du jour et visionner, recevoir ou transmettre des documents.

Art. 30. Le Conseil d'Administration est investi des plus larges pouvoirs d'administration ordinaire et extraordinaire de la société, sans exception d'aucune sorte, et a la faculté d'accomplir tous les actes qu'il juge opportuns pour la réalisation et la poursuite des objets sociaux, sous réserve de ce qui relève, en vertu de la loi, de la compétence exclusive de l'Assemblée et sans préjudice de la nécessité d'une autorisation spécifique dans les cas prévus par la loi.

Administrateur unique

Art. 31. L'Administrateur Unique est investi, pour la gestion de la société, des pouvoirs qui, par statuts, échoient au Conseil d'administration.

Signature et représentation sociale

Art. 32. La représentation légale de la société relève de la compétence de l'Administrateur Unique ou du Président du Conseil d'Administration ou de celui faisant fonction.

Le Président du Conseil mettra à exécution toutes les délibérations du Conseil, sauf délibération contraire.

Art. 33. L'Administrateur Unique ou le Président du Conseil d'Administration, ou celui faisant fonction, représente la société dans tous les sièges et à tous les degrés de juridiction, avec faculté de nommer des avocats et mandataires ad litem en leur attribuant les pouvoirs nécessaires.

Art. 34. Le Conseil d'Administration peut déléguer, dans les limites prévues par l'art.2381 c.c., une partie de ses attributions ou de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres, même en qualité d'Administrateurs Délégués, en définissant leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Le Conseil peut aussi déléguer des fonctions particulières ou des charges spéciales à certains de ses membres ou disposer que soit constitué un Comité Exécutif, en fixant ses objectifs et les modalités d'exercice des pouvoirs délégués.

Le Conseil conserve à tout le moins le pouvoir de contrôler et d'évoquer à soi les opérations relevant de la délégation, outre le pouvoir de révoquer les délégations.

Ne peuvent être attribuées aux organes délégués les compétences visées par l'art. 2381 c.c.

Le Conseil d'Administration et l'Administrateur Unique peuvent, dans les limites de leurs pouvoirs, nommer et révoquer des mandataires de la société pour des actes et/ou des catégories d'actes déterminés, en définissant leurs pouvoirs, leurs émoluments et les éventuelles garanties.

Collège des commissaires aux comptes

Art. 35. L'Assemblée ordinaire nomme trois Commissaires aux comptes effectifs et deux suppléants, désigne le Président du Collège et, sauf dispositions légales contraires, fixe leurs émoluments. Leurs attributions et devoirs sont définis par les art. 2397 et suivants du C.C.

Comptes annuels et bénéfiques

Art. 36. L'exercice social se clôture le 31 décembre de chaque année.

L'organe administratif procède à l'établissement des comptes annuels aux termes de la loi.

Art. 37. Les bénéfiques nets qui ressortent des comptes annuels, après déduction d'un montant non inférieur à cinq pour cent du capital social attribué à la réserve légale jusqu'à ce qu'elle atteigne un cinquième du capital social, sont distribués aux actionnaires, sauf si l'assemblée, sur proposition de l'organe administratif, opte pour des prélèvements affectés à des réserves extraordinaires ou autres ou décide de les reporter en tout ou en partie sur les exercices suivants.

Art. 38. Les dividendes sont payés auprès des caisses désignées par le Conseil ou l'Administrateur Unique, dans le délai qui sera fixé chaque année.

Les dividendes non perçus dans les cinq ans à partir de la date de leur exigibilité seront prescrits en faveur de la société.

Dissolution et liquidation

Art. 39. En cas de dissolution de la société, à quelque moment ou pour quelque motif que ce soit, l'organe administratif devra s'acquitter des obligations légales en matière de publicité dans les trente jours de leur occurrence.

Sur convocation de l'organe administratif, l'assemblée nommera un ou plusieurs liquidateurs en fixant:

- le nombre de liquidateurs;
- les règles de fonctionnement du collège en cas de pluralité de liquidateurs, en se référant éventuellement au mode de fonctionnement du conseil d'administration, là où il y a compatibilité;
- ceux à qui échoit la représentation de la société;
- les critères qui devront présider à la liquidation;
- les éventuelles limites des pouvoirs de l'organe liquidateur.

PROGETTO COMUNE DI FUSIONE TRANSFRONTALIERA PER INCORPORAZIONE DI ANAF EUROPE S.A. IN ANAF SPA

1. Forma denominazione, sede delle società partecipanti alla fusione. Ai sensi dell'art. 261 della legge lussemburghese del 10 agosto 1915 sulle società di capitali e successive modifiche (la "Legge") e gli articoli 2501 e seguenti del codice civile italiano, i consigli di amministrazione delle seguenti società:

ANAF SPA, società per azioni, regolata dal diritto italiano con sede Legale in Via del Commercio n. 4 - 27020 Torre d'Isola (PV), con capitale sociale di € 7.500.000,00 interamente versati, Codice Fiscale: 01250540182 Società iscritta nel Registro delle Imprese di Pavia al n° 01250540182 e al R.E.A. di Pavia al n° 174353 (d'ora innanzi "Società Incorporante");

e

ANAF EUROPE S.A. società anonima holding (Holding del 29), regolata dal diritto lussemburghese, con sede in Diferdange (LUX) Zone Industrielle Hahneboesch, capitale sociale € 247.893,52 interamente versato iscritta al Registro Commerciale delle società (R.C.S.) del Lussemburgo al n. B 42.943 (d'ora innanzi "Società Incorporata") costituita con atto del Thyès-Walch del 3 febbraio 1993;

intendono effettuare una fusione transfrontaliera in virtù della quale la Società Incorporata cesserà di esistere e la Società Incorporante subentrerà nella totalità delle attività e delle passività della Società Incorporata (d'ora innanzi la "Fusione").

Forma, denominazione e sede della Società Incorporante rimarranno invariate dopo la Fusione.

2. Statuto della società incorporante. Lo statuto della Società Incorporante subirà, per effetto della fusione, rispetto all'attuale formulazione, modificazioni all'articolo 2 (Oggetto sociale) e all'articolo 6 (Capitale sociale) evidenziate nell'allegato "B".

Non vi saranno variazioni alle modalità di partecipazione agli utili da parte dei soci della Società Incorporante.

Lo statuto vigente della Società Incorporante è allegato al presente Progetto di Fusione come Allegato "A", e verrà modificato come evidenziato nell'Allegato "B".

3. Data a cui si riferiscono i bilanci o le situazioni patrimoniali di fusione.

La fusione viene attuata sulla base del bilancio d'esercizio della Società Incorporante alla data del 31 dicembre 2011 e del bilancio d'esercizio della Società Incorporata alla data del 31 dicembre 2011.

4. Valutazione degli elementi patrimoniali attivi e passivi trasferiti alla società incorporante. La fusione avrà effetto contabile e fiscale a partire al 1 gennaio 2012. Da tale data tutte le operazioni effettuate dalla Società Incorporata saranno imputate nel bilancio della Società Incorporante.

Gli elementi patrimoniali attivi e passivi della Società Incorporata sono quelli risultanti dal suo bilancio alla data del 31 dicembre 2011:

Attivo	
Attivo immobilizzato	1.989.132
Attivo circolante	2.749
Totale attivo	1.991.881
Passivo	
Capitale sociale	247.894
Risultati riportati a nuovo	-469.678
Risultato d'esercizio	9.950
Patrimonio netto	-211.833
Debiti verso società collegate	677.371
Debiti fiscali e verso istituti previdenziali	62
Altri debiti	1.526.281
Totale passivo	1.991.881

Il patrimonio netto ammonta ad € -211.833.

5. Determinazione del concambio delle azioni ed eventuale conguaglio. Ai sensi dell'art. 261 della Legge del 10 agosto 1915 e degli articoli 2501 e seguenti del codice civile italiano, la Fusione verrà attuata mediante incorporazione della Società Incorporata nella Società Incorporante, dandosi così luogo ad una fusione inversa, stante il fatto che la Società Incorporata detiene il 100% del capitale della Società Incorporante.

Per effetto della Fusione, la Società Incorporata si estinguerà senza liquidazione e le sue azioni verranno annullate.

Si dà atto che, possedendo l'incorporata "ANAF EUROPE S.A." l'intero Capitale Sociale dell'incorporante "ANAF SPA", ai soci della Società incorporata saranno attribuite, in sostituzione delle quote da loro possedute e nella medesima proporzione, quote della Società incorporante ("fusione inversa").

Le nuove azioni emesse dalla società Incorporante saranno attribuite ai soci della società Incorporata nella medesima proporzione alla loro partecipazione nel capitale sociale della Società Incorporata.

Nella fusione, la società incorporante effettuerà un aumento di capitale di EUR 247.850,- per aumentare il capitale sociale corrente da EUR 7.500.000,- ad EUR 7.747.850,- EUR mediante l'emissione di n. 4.957 nuove azioni del valore nominale di EUR 50,-.

Le 10.000 azioni della società Incorporata hanno diritto a 4,957 azioni della società incorporante, accompagnati da un pagamento in contanti per un totale di EUR 44,-.

Dopo detto aumento, il capitale della società incorporante sarà pari ad EUR 7.747.850,- rappresentato da n. 154,957 azioni del valore nominale di EUR 50,-.

6. Modalità di assegnazione delle azioni della società incorporante. Le azioni della Società Incorporante saranno iscritte a nome dei soci della Società Incorporante entro i 15 giorni seguenti la data di efficacia della fusione.

7. Modalità d'esercizio dei diritti dei creditori della società incorporante. I diritti e le obbligazioni inclusi nel patrimonio della società Incorporata sono trasferiti nel patrimonio della società Incorporante con tutte le garanzie reali e personali relative. La società Incorporante sarà, senza novazione, surrogata in tutti i diritti reali e personali della società Incorporata in relazione a tutti i beni e nei confronti di tutti i creditori, senza alcuna eccezione.

La società incorporante assumerà tutte le obbligazioni di qualsiasi natura della società Incorporata. In particolare dovrà pagare tutti i debiti in linea capitale ed in linea interessi e tutti gli obblighi di qualsiasi natura della Società Incorporata.

I creditori della Società Incorporante e della Società Incorporante beneficeranno di tutte le protezioni del diritto possibili, in forza del diritto lussemburghese e del diritto italiano, e precisamente:

a) Ai sensi del diritto lussemburghese, i creditori della società Incorporata e della Società Incorporante, i cui i crediti siano anteriori alla data di pubblicazione dei verbali delle assemblee generali, tenutesi alla presenza di un notaio, volte ad autorizzare la fusione, possono, nei due mesi successivi a tale pubblicazione, chiedere al Tribunale competente, la costituzione di garanzie per i crediti scaduti o non scaduti, nel caso in cui la Fusione riduca le garanzie dei creditori.

b) Ai sensi dell'art. 2503 del codice civile italiano, i creditori della società Incorporata e della Società Incorporante, i cui i crediti siano anteriori alla data di iscrizione presso il registro delle imprese delle deliberazioni di fusione, possono fare opposizione alla Fusione, entro 60 giorni dalla data di iscrizione della decisione di fusione nel registro delle imprese.

A tal riguardo, i creditori potranno ottenere ulteriori informazioni presso le sedi sociali della Società Incorporante e della Società Incorporata.

8. Data dalla quale le azioni danno diritto di partecipare agli utili e modalità particolari relative a tale diritto. Le nuove azioni emesse dalla società Incorporante saranno assegnate direttamente agli azionisti della Società Incorporata. Gli azionisti verranno iscritti nel Libro dei Soci.

Gli azionisti delle società partecipanti alla fusione, durante il (1) mese precedente la data dell'assemblea straordinaria convocata ad approvare la fusione, hanno il diritto di esaminare presso la sede legale delle società i documenti come stabilito dall'articolo 267 della legge del 10 agosto 1915 e dall'articolo 2501 septies del Codice Civile e precisamente: i bilanci degli ultimi 3 esercizi con la relazione dei soggetti a cui compete l'Amministrazione. Una copia può essere richiesta gratuitamente da qualsiasi azionista.

Le azioni della Società Incorporante che saranno assegnate alla data di efficacia della Fusione dagli azionisti della Società Incorporata saranno del tutto uguali a tutte le altre azioni emesse dalla Società Incorporante e daranno diritto alla distribuzione degli utili e al riparto delle riserve che potranno essere deliberati dalla Società Incorporante a far data dalla efficacia della presente Fusione, nelle medesime proporzioni delle altre azioni emesse.

9. Decorrenza degli effetti civilistici, contabili e fiscali della fusione. La fusione sarà realizzata in modo effettivo nella data in cui si terranno le assemblee straordinarie, che saranno tenute di fronte ad un notaio, delle società partecipanti, ai sensi di legge.

La fusione avrà effetto dall'ultima delle iscrizioni previste dall'art. 2504 del Codice Civile.

Secondo la normativa del Lussemburgo, la fusione è regolata dagli articoli 257 e seguenti della legge del 10 agosto 1915 sulle società commerciali e successive modifiche.

Ai fini contabili e fiscali, ai quali si riferisce il primo comma dell'art. 2501 ter, numeri 5) e 6), del Codice Civile, le operazioni della società incorporata "Anaf Europe S.A." saranno imputate al bilancio della società incorporante "ANAF SPA" con decorrenza retroattiva al 1° Gennaio dell'esercizio nel corso del quale avrà effetto la fusione stessa.

10. Effetti della fusione. La fusione comporterà gli effetti cui all'articolo 274 della legge lussemburghese del 10 agosto 1915 delle società commerciali e dell'articolo 2501 seguenti del codice civile italiano.

I mandati conferiti agli amministratori, sindaci e revisori della Società Incorporata verranno meno alla data di effetto della fusione; la cessazione sarà accordata agli amministratori, ai sindaci ed ai revisori della società Incorporata.

Per effetto della fusione la società incorporata si estinguerà e le azioni emesse verranno annullate.

La società incorporante acquisterà la proprietà delle attività della società Incorporata nello stato in cui si trovano alla data di efficacia della fusione, senza alcuna possibilità di reclamo.

La società Incorporata garantisce la società Incorporante l'esistenza dei crediti ceduti nell'ambito della fusione, ma non la solvibilità dei debitori.

La società Incorporante assumerà tutti i diritti e tutte le obbligazioni della Società Incorporata.

La società Incorporante dalla data di effetto della fusione pagherà tutte le imposte, tasse, premi assicurativi ed altri oneri ordinari e straordinari derivanti dai beni apportati dalla Società Incorporante.

La società Incorporante si sostituirà alla società Incorporata, dalla data di efficacia della fusione, in tutti i contratti e gli impegni di qualsiasi natura in capo alla società Incorporata.

La società Incorporante effettuerà tutte le formalità necessarie ed opportune per data attuazione alla fusione ed al trasferimento di tutte le attività e passività della Società Incorporata.

I documenti della società Incorporata saranno tenuti nei termini di legge presso la sede legale della società Incorporante.

11. Trattamento riservato in favore di particolari categorie di soci e di possessori di titoli diversi dalle azioni o quote. Si precisa che non esistono particolari categorie di soci né possessori di titoli diversi dalle azioni o quote in alcuna delle Società Partecipanti.

12. Vantaggi particolari in favore dei membri degli organi amministrativi, di direzione, di sorveglianza e di controllo delle società partecipanti alla fusione e degli esperti che esaminano il progetto di fusione. Non sono previsti vantaggi particolari in favore dei membri degli organi amministrativi, di direzione, di sorveglianza e di controllo delle Società Partecipanti, né a favore degli esperti che esaminano il progetto di fusione.

Qualora le assemblee degli azionisti e dei portatori di titoli partecipativi aventi diritto di voto di ciascuna delle Società Partecipanti decidano diversamente, né un esame del progetto comune di fusione da parte di esperti indipendenti, né un rapporto degli esperti sono richiesti ai sensi dell'art. 266 (5) della legge lussemburghese del 10 agosto 1915 sulle società di capitali, come modificato e conformemente alle disposizioni dell'articolo 266 (5) della Legge del 10 agosto 1915 e dell'art. 2501-sexies codice civile italiano.

13. Probabili effetti della fusione sui profili occupazionali e informazioni sulle procedure di coinvolgimento dei lavoratori. Allo stato attuale, la Società Incorporante ha in essere 60 contratti di lavoro a tempo indeterminato e 11 contratti di lavoro a tempo determinato.

Il perfezionamento della Fusione non comporterà alcuna modifica su tali rapporti di lavoro attualmente in essere, e non sono previste ripercussioni future della Fusione sull'occupazione dei lavoratori della Società Incorporante.

La Società Incorporata non ha alcun dipendente e conseguentemente la procedura di consultazione sindacale, richiesta dall'articolo 47 della Legge italiana n. 428 del 29 Dicembre 1990 non troverà applicazione, così come non troverà applicazione il Decreto Legislativo n. 188 del 19 Agosto 2005 in relazione a società in regime di partecipazione dei lavoratori.

14. Informazioni sulle procedure di partecipazione dei lavoratori nella definizione dei loro diritti di partecipazione nella società Incorporante. La normativa lussemburghese relativa alla partecipazione dei lavoratori non è applicabile in questo caso, per mancanza dei presupposti.

15. Fusione per indebitamento. Ai sensi e per gli effetti dell'art. 2501-bis C.C. italiano si dà atto che la presente fusione non si realizza a seguito di acquisizione con indebitamento.

16. Costi. Il costo dell'operazione di fusione sarà sopportato:

- nell'ipotesi in cui il presente progetto di fusione non si realizzi, gli oneri ad esso afferenti saranno sopportati in pari misura dalla Società Incorporante e della Società Incorporata;
- nell'ipotesi in cui il presente progetto di fusione sia approvato, tutti gli oneri generati da questa Fusione saranno sopportati dalla Società Incorporante.

ANAF EUROPE S.A. / ANAF S.p.A.

Firma / Firma

Allegato "A"

Statuto

Denominazione - Oggetto - Sede - Durata

Art. 1. E' costituita una società per azioni con la denominazione

"ANAF S.P.A."

Art. 2. La società ha per oggetto lo studio, la progettazione, la realizzazione, la costruzione, la commercializzazione, l'installazione, la gestione, l'assistenza e la manutenzione di:

- estintori d'incendio d'ogni tipo e grandezza e loro componenti;
- materiali antincendio di ogni genere;
- impianti per la rilevazione e lo spegnimento d'incendi;
- impianti antifurto e di sorveglianza;
- sistemi per il controllo e la gestione degli impianti tecnologici;
- sistemi di hardware e software per il calcolo e la gestione di dati anche contabili;
- materiale antinfortunistico e segnaletica aziendale e stradale;
- impianti ecologici ed antinquinamento;
- impianti chimici e di processo;
- serbatoi, contenitori, bombole di ogni tipo;
- valvole di ogni tipo;
- manufatti di materiale plastico;
- materie plastiche;
- impianti fotovoltaici e impianti per la produzione di energia, elettrica e termica, da fonti rinnovabili;
- impianti di cogenerazione;
- soluzioni per l'ottimizzazione energetica di impianti industriali;
- capannoni industriali;
- energia elettrica e termica da fonti rinnovabili;
- materiale per impianti fotovoltaici.

La società potrà inoltre compiere tutte le operazioni commerciali, industriali e finanziarie, mobiliari ed immobiliari che risulteranno utili o necessarie per il conseguimento dell'oggetto sociale; potrà assumere prestiti e mutui, anche ipotecari, per il finanziamento delle attività sociali; prestare fidejussioni e garanzie in genere a favore di terzi nonché assumere, direttamente o indirettamente, nei limiti e nelle forme consentite dalla legge e con espressa esclusione di ogni finalità di collocamento presso il pubblico, interessenze e partecipazioni sotto qualsiasi forma in altre imprese o società aventi oggetti analoghi od affini e comunque connessi al proprio nonché compiere nei limiti consentiti dalla legge, qualsiasi altra

operazione necessaria od utile al conseguimento dell'oggetto sociale, il tutto purché in funzione strettamente strumentale al conseguimento del proprio oggetto sociale ed in via non prevalente.

Sono tassativamente escluse la raccolta del risparmio per l'erogazione del credito, l'attività professionale riservata, la sollecitazione del pubblico risparmio ai sensi dell'art. 18 della legge n. 216/74 e successive modifiche, l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di cui all'art. 106 del decreto legislativo 1° settembre 1993 n. 385, l'erogazione del credito al consumo (neppure nell'ambito dei propri soci), l'attività riservata alle SIM.

Art. 3. La società ha sede in Torre d'Isola (PV) e l'organo amministrativo è competente a decidere il trasferimento della sede sociale all'interno del territorio comunale.

Con delibera assunta ai sensi di legge potranno essere istituite altrove succursali, depositi, filiali, uffici commerciali, agenzie e rappresentanze sia in Italia che all'estero.

Art. 4. Il domicilio (ivi incluso il numero di fax e l'indirizzo di posta elettronica) dei soci, degli amministratori, dei sindaci e del revisore, se nominati, per quel che concerne i loro rapporti con la società, è quello che risulta dal Libro Soci.

Art. 5. La durata della società è fissata dalla data dell'atto costitutivo sino al 31 dicembre 2050 e potrà essere prorogata o anticipatamente sciolta per deliberazione dell'assemblea.

Capitale

Art. 6. Il capitale viene determinato in Euro 7.500.000 (settemilionicinquecentomila) ed è diviso in n. 150.000 (centocinquantomila) azioni da nominali Euro 50 (cinquanta) cadauna.

Art. 7. Il capitale può essere aumentato anche con emissione di azioni privilegiate od aventi diritti diversi da quelli delle precedenti azioni.

In caso di trasferimento di azioni e/o di diritti di opzione relativi ad aumenti di capitale, i soci hanno il diritto di prelazione però quota, anche successivo.

Art. 8. I versamenti sulle azioni sono richiesti dagli amministratori nei termini e modi che reputano convenienti.

A carico dei soci in ritardo nei versamenti, decorre l'interesse in ragione annuo del 5% (cinque per cento), fermo il disposto dell'art.2344 c.c.

Art. 9. Le azioni sono nominative e, se interamente liberate, possono essere convertite al portatore o viceversa, qualora non ostino divieti di legge.

Art. 10. L'assemblea può deliberare la riduzione del capitale, salvo il disposto degli articoli 2327 e 2412 del Codice Civile, anche mediante assegnazione a singoli soci o gruppi di soci di determinate attività sociali.

Soggezione ad attività' di direzione e controllo

Art. 11. La società deve indicare l'eventuale propria soggezione all'altrui attività di direzione e coordinamento negli atti e nella corrispondenza, nonché mediante iscrizione, a cura degli amministratori, presso la sezione del registro delle imprese di cui all'articolo 2497-bis comma secondo c.c.

Assemblea

Art. 12. L'assemblea rappresenta l'universalità dei soci e le sue deliberazioni, prese in conformità del presente statuto e della legge, obbligano tutti i soci, ancorché assenti o dissenzienti.

L'assemblea è ordinaria o straordinaria a sensi di legge.

Essa può essere convocata anche fuori della sede sociale, purché in Italia.

L'assemblea ordinaria deve essere convocata dall'organo amministrativo almeno una volta all'anno, entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale.

Qualora la società sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato e qualora lo richiedano particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della società, l'assemblea potrà essere convocata entro centoottanta giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale.

Art. 13. Ogni azione dà diritto ad un voto.

Art. 14. La convocazione delle assemblee si fa mediante avviso contenente l'indicazione del giorno, dell'ora e del luogo dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

L'avviso dovrà essere comunicato ai soci a mezzo raccomandata, telegramma, telefax o posta elettronica almeno otto giorni prima di quello fissato per l'adunanza.

Nello stesso avviso può essere fissata per altro giorno la seconda adunanza, qualora la prima vada deserta.

Sono tuttavia valide le assemblee, anche in difetto di convocazione, quando sia presente o rappresentato l'intero capitale sociale e vi partecipi la maggioranza dei componenti degli organi amministrativi e di controllo. Tuttavia in tale ipotesi ciascuno dei partecipanti può opporsi alla discussione degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato.

Art. 15. Per essere ammessi all'assemblea, i soci devono depositare i loro titoli azionari nelle casse designate nell'avviso di convocazione, al più tardi cinque giorni prima di quello stabilito per l'adunanza.

Art. 16. Ogni socio che abbia diritto di intervento all'assemblea può farsi rappresentare per delega scritta da altra persona a norma dell'art. 2372 c.c.

Spetta al Presidente dell'assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare e proclamare i risultati delle votazioni.

Art. 17. L'assemblea è presieduta dall'Amministratore Unico o dal Presidente del Consiglio di Amministrazione; in difetto, da altra persona designata dall'assemblea.

Art. 18. Il Presidente dell'assemblea è assistito da un Segretario, anche non socio, e, se del caso, da due scrutatori, scelti tra gli azionisti od i Sindaci.

Le deliberazioni dell'assemblea sono constatate da verbale firmato dal Presidente, dal Segretario ed eventualmente dagli scrutatori.

Nei casi di legge e ove il Presidente lo ritenga opportuno il verbale è redatto da un Notaio.

Art. 19. Per la validità delle deliberazioni dell'assemblea ordinaria e straordinaria, tanto in prima che in seconda convocazione, si osservano le disposizioni del Codice Civile.

Art. 20. L'assemblea dei soci può svolgersi anche in più luoghi, audio e o video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, delle quali deve essere dato atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione se nominato che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;

- che sia consentito al presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;

- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti;

- che siano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea totalitaria) i luoghi audio e o video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il presidente ed il segretario, se nominato.

In tutti i luoghi audio e o video collegati in cui si tiene la riunione dovrà essere predisposto il foglio delle presenze.

Amministrazione della società'

Art. 21. L'amministrazione della società può essere affidata ad un Amministratore Unico o ad un Consiglio di Amministrazione composto da un minimo di 3 ad un massimo di 5 membri, secondo quanto deliberato dall'assemblea ordinaria.

Art. 22. Gli amministratori sono nominati dall'assemblea. Essi durano in carica tre esercizi, decadono e si sostituiscono a norma di legge.

Art. 23. Sino a contraria deliberazione dell'assemblea, gli amministratori non sono vincolati dal divieto di cui all'art. 2390 del codice civile.

Art. 24. Gli amministratori hanno diritto al rimborso spese sostenute per ragioni del loro ufficio. L'assemblea ordinaria può deliberare un emolumento fisso o una indennità annua.

Consiglio di amministrazione

Art. 25. Qualora, per dimissioni o per altre cause, venga a mancare la maggioranza degli amministratori componenti il Consiglio, si intende decaduto in via anticipata l'intero Consiglio e deve essere convocata senza ritardo l'assemblea per la sua rinnovazione.

Art. 26. Il Consiglio di Amministrazione, qualora non vi abbia provveduto l'assemblea ai sensi dell'art. 2380 c.c. elegge fra i suoi membri un Presidente.

Il Consiglio di Amministrazione può eventualmente eleggere un Vice-Presidente, che sostituisca il Presidente nei casi di assenza od impedimento, nonché un Segretario, anche estraneo.

Art. 27. Il Consiglio si raduna, sia nella sede della società sia altrove, tutte le volte che il Presidente, o chi ne fa le veci, lo creda opportuno o quando ne riceva domanda scritta da almeno uno dei Consiglieri o dal Presidente del Collegio Sindacale.

Art. 28. La convocazione è fatta dal Presidente almeno tre giorni liberi prima dell'adunanza mediante lettera, fax, telegramma o posta elettronica da spedirsi al domicilio di ciascun Amministratore e Sindaco effettivo, salvo i casi di urgenza, nei quali la convocazione può aver luogo mediante fax, telegramma o posta elettronica da spedirsi almeno un giorno prima.

Le adunanze del consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i consiglieri in carica ed i sindaci effettivi se nominati.

Art. 29. Per la validità delle deliberazioni del Consiglio è necessaria la presenza effettiva della maggioranza degli Amministratori in carica.

Le deliberazioni sono prese a maggioranza assoluta di voti degli intervenuti.

Le deliberazioni del Consiglio si fanno constatare nell'apposito libro, con verbale firmato dal Presidente e dal Segretario.

Le riunioni del consiglio di amministrazione si possono svolgere anche per audioconferenza o videoconferenza, alle seguenti condizioni di cui si darà atto nei relativi verbali:

a. che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione, se nominato, che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;

b. che sia consentito al presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;

c. che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;

d. che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

Art. 30. Il Consiglio di Amministrazione è investito dei più ampi poteri per l'amministrazione ordinaria e straordinaria della società, senza eccezione di sorta, ed ha facoltà di compiere tutti gli atti che ritenga opportuni per l'attuazione ed il raggiungimento degli scopi sociali, esclusi soltanto quelli che la legge in modo tassativo riserva all'assemblea e ferma restando la necessità di specifica autorizzazione nei casi richiesti dalla legge.

Amministratore unico

Art. 31. L'amministratore unico è investito, per la gestione della società, dei poteri che per statuto spettano al Consiglio di amministrazione.

Firma e rappresentanza sociale

Art. 32. All'Amministratore Unico o al Presidente del Consiglio di Amministrazione, od a chi ne fa le veci, spetta la rappresentanza legale della società.

Il Presidente del Consiglio potrà dare esecuzione a tutte le deliberazioni del Consiglio ogni qualvolta non si sia deliberato diversamente.

Art. 33. L'Amministratore Unico ovvero il Presidente del Consiglio di Amministrazione, o chi ne fa le veci, rappresenta la società in qualsiasi sede e grado di giurisdizione, con facoltà di nominare avvocati e procuratori alle liti munendoli degli opportuni poteri.

Art. 34. Il Consiglio di Amministrazione può delegare, nei limiti di cui all'art. 2381 c.c., parte delle proprie attribuzioni o dei suoi poteri ad uno o più dei suoi membri, anche con la qualifica di Amministratori Delegati, determinandone i poteri e la relativa remunerazione.

Il Consiglio può altresì delegare particolari funzioni o speciali incarichi a singoli membri ovvero disporre che venga costituito un Comitato Esecutivo, determinando gli obiettivi e le modalità di esercizio dei poteri delegati.

Al Consiglio spetta comunque il potere di controllo e di avocare a sé le operazioni rientranti nella delega, oltre che il potere di revocare le deleghe.

Non possono essere attribuite agli organi delegati le competenze di cui all'art. 2381 c.c.

Il Consiglio di Amministrazione e l'Amministratore Unico hanno, nei limiti dei propri poteri, facoltà di nominare e revocare procuratori della società per singoli affari e/o categorie di affari, determinandone i poteri, emolumenti ed eventuali cauzioni.

Collegio sindacale

Art. 35. L'Assemblea ordinaria nomina tre sindaci effettivi e due supplenti, designando il Presidente del Collegio e, salvo diverse disposizioni di legge, stabilisce i loro emolumenti. Essi hanno le attribuzioni ed i doveri di cui agli artt. 2397 e seguenti C.C.

Bilancio ed utili

Art. 36. L'esercizio sociale si chiude al 31 dicembre di ogni anno.

L'organo amministrativo provvede alla compilazione del bilancio a norma di legge.

Art. 37. Gli utili netti risultanti dal bilancio, dedotto almeno il cinque per cento da destinare a riserva legale, fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale, vengono attribuiti al capitale salvo che l'assemblea, su proposta dell'organo amministrativo, deliberi degli speciali prelevamenti a favore di riserve straordinarie o per altra destinazione, ovvero disponga di mandarli in tutto o in parte ai successivi esercizi.

Art. 38. Il pagamento dei dividendi è eseguito presso le casse designate dal Consiglio o dall'Amministratore Unico, nel termine che verrà annualmente fissato.

I dividendi non riscossi entro un quinquennio dal giorno in cui diventeranno esigibili andranno prescritti a favore della società.

Scioglimento e liquidazione

Art. 39. Addivenendosi, in qualsiasi tempo e per qualsiasi causa, allo scioglimento della società, l'organo amministrativo deve effettuare gli adempimenti pubblicitari previsti dalla legge nel termine di trenta giorni dal loro verificarsi.

L'assemblea, convocata dall'organo amministrativo, nominerà uno o più liquidatori determinando:

- il numero dei liquidatori;
- in caso di pluralità di liquidatori, le regole di funzionamento del collegio, anche mediante rinvio al funzionamento del consiglio di amministrazione, in quanto compatibile;
- a chi spetta la rappresentanza della società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- gli eventuali limiti ai poteri dell'organo liquidativo.

Allegato "B"

Statuto

Denominazione - Oggetto - Sede - Durata

Art. 1. E' costituita una società per azioni con la denominazione

"ANAF S.P.A."

Art. 2. La società sotto l'osservanza delle disposizioni e delle limitazioni di legge in materia, ha per oggetto principale l'attività di holding industriale e in particolare l'acquisto come forma stabile di investimento, e senza la possibilità di procedere ad un successivo collocamento tra il pubblico, di azioni e quote, ivi incluse partecipazioni e interessenze, relative a società operanti in qualsiasi settore industriale, commerciale e di servizi e in società di ogni altro genere e tipo costituite o costituende, in Italia e all'estero.

La società svolge altresì l'attività di studio, progettazione, realizzazione, costruzione, commercializzazione, installazione, gestione, assistenza e manutenzione di:

- estintori d'incendio d'ogni tipo e grandezza e loro componenti;
- materiali antincendio di ogni genere;
- impianti per la rilevazione e lo spegnimento d'incendi;
- impianti antifurto e di sorveglianza;
- sistemi per il controllo e la gestione degli impianti tecnologici;
- sistemi di hardware e software per il calcolo e la gestione di dati anche contabili;
- materiale antinfortunistico e segnaletica aziendale e stradale;
- impianti ecologici ed antinquinamento;
- impianti chimici e di processo;
- serbatoi, contenitori, bombole di ogni tipo;
- valvole di ogni tipo;
- manufatti di materiale plastico, stampaggio materie plastiche;
- materie plastiche;
- impianti fotovoltaici e impianti per la produzione di energia, elettrica e termica, da fonti rinnovabili;
- impianti di cogenerazione;
- soluzioni per l'ottimizzazione energetica di impianti industriali;
- capannoni industriali;
- energia elettrica e termica da fonti rinnovabili;
- materiale per impianti fotovoltaici.

La società potrà inoltre compiere tutte le operazioni commerciali, industriali e finanziarie, mobiliari ed immobiliari che risulteranno utili o necessarie per il conseguimento dell'oggetto sociale; potrà assumere prestiti e mutui, anche ipotecari, per il finanziamento delle attività sociali; prestare fidejussioni e garanzie in genere a favore di terzi nonché assumere, direttamente o indirettamente, nei limiti e nelle forme consentite dalla legge e con espressa esclusione di ogni finalità di collocamento presso il pubblico, interessenze e partecipazioni sotto qualsiasi forma in altre imprese o società aventi oggetti analoghi od affini e comunque connessi al proprio nonché compiere nei limiti consentiti dalla legge, qualsiasi altra operazione necessaria od utile al conseguimento dell'oggetto sociale, il tutto purché in funzione strettamente strumentale al conseguimento del proprio oggetto sociale ed in via non prevalente.

Sono tassativamente escluse la raccolta del risparmio per l'erogazione del credito, l'attività professionale riservata, la sollecitazione del pubblico risparmio ai sensi dell'art. 18 della legge n. 216/74 e successive modifiche, l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di cui all'art. 106 del decreto legislativo 1° settembre 1993 n.385, l'erogazione del credito al consumo (neppure nell'ambito dei propri soci), l'attività riservata alle SIM.

Art. 3. La società ha sede in Torre d'Isola (PV) e l'organo amministrativo è competente a decidere il trasferimento della sede sociale all'interno del territorio comunale.

Con delibera assunta ai sensi di legge potranno essere istituite altrove succursali, depositi, filiali, uffici commerciali, agenzie e rappresentanze sia in Italia che all'estero.

Art. 4. Il domicilio (ivi incluso il numero di fax e l'indirizzo di posta elettronica) dei soci, degli amministratori, dei sindaci e del revisore, se nominati, per quel che concerne i loro rapporti con la società, è quello che risulta dal Libro Soci.

Art. 5. La durata della società è fissata dalla data dell'atto costitutivo sino al 31 dicembre 2050 e potrà essere prorogata o anticipatamente sciolta per deliberazione dell'assemblea.

Capitale

Art. 6. Il capitale viene determinato in Euro 7.747.850 (settemilionisettescentoquarantasettemilaottocentocinquanta) ed è diviso in n. 154.957 (centocinquantaquattromilanovecentocinquantesette) azioni da nominali Euro 50 (cinquanta) ciascuna.

Art. 7. Il capitale può essere aumentato anche con emissione di azioni privilegiate od aventi diritti diversi da quelli delle precedenti azioni.

In caso di trasferimento di azioni e/o di diritti di opzione relativi ad aumenti di capitale, i soci hanno il diritto di prelazione pro quota, anche successivo.

Art. 8. I versamenti sulle azioni sono richiesti dagli amministratori nei termini e modi che reputano convenienti.

A carico dei soci in ritardo nei versamenti, decorre l'interesse in ragione annuo del 5% (cinque per cento), fermo il disposto dell'art. 2344 c.c.

Art. 9. Le azioni sono nominative e, se interamente liberate, possono essere convertite al portatore o viceversa, qualora non ostino divieti di legge.

Art. 10. L'assemblea può deliberare la riduzione del capitale, salvo il disposto degli articoli 2327 e 2412 del Codice Civile, anche mediante assegnazione a singoli soci o gruppi di soci di determinate attività sociali.

Soggezione ad attività' di direzione e controllo

Art. 11. La società deve indicare l'eventuale propria soggezione all'altrui attività di direzione e coordinamento negli atti e nella corrispondenza, nonché mediante iscrizione, a cura degli amministratori, presso la sezione del registro delle imprese di cui all'articolo 2497-bis comma secondo c.c.

Assemblea

Art. 12. L'assemblea rappresenta l'universalità dei soci e le sue deliberazioni, prese in conformità del presente statuto e della legge, obbligano tutti i soci, ancorché assenti o dissenzienti.

L'assemblea è ordinaria o straordinaria a sensi di legge.

Essa può essere convocata anche fuori della sede sociale, purché in Italia.

L'assemblea ordinaria deve essere convocata dall'organo amministrativo almeno una volta all'anno, entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale.

Qualora la società sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato e qualora lo richiedano particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della società, l'assemblea potrà essere convocata entro centoottanta giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale.

Art. 13. Ogni azione dà diritto ad un voto.

Art. 14. La convocazione delle assemblee si fa mediante avviso contenente l'indicazione del giorno, dell'ora e del luogo dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

L'avviso dovrà essere comunicato ai soci a mezzo raccomandata, telegramma, telefax o posta elettronica almeno otto giorni prima di quello fissato per l'adunanza.

Nello stesso avviso può essere fissata per altro giorno la seconda adunanza, qualora la prima vada deserta.

Sono tuttavia valide le assemblee, anche in difetto di convocazione, quando sia presente o rappresentato l'intero capitale sociale e vi partecipi la maggioranza dei componenti degli organi amministrativi e di controllo. Tuttavia in tale ipotesi ciascuno dei partecipanti può opporsi alla discussione degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato.

Art. 15. Per essere ammessi all'assemblea, i soci devono depositare i loro titoli azionari nelle casse designate nell'avviso di convocazione, al più tardi cinque giorni prima di quello stabilito per l'adunanza.

Art. 16. Ogni socio che abbia diritto di intervento all'assemblea può farsi rappresentare per delega scritta da altra persona a norma dell'art. 2372 c.c.

Spetta al Presidente dell'assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare e proclamare i risultati delle votazioni.

Art. 17. L'assemblea è presieduta dall'Amministratore Unico o dal Presidente del Consiglio di Amministrazione; in difetto, da altra persona designata dall'assemblea.

Art. 18. Il Presidente dell'assemblea è assistito da un Segretario, anche non socio, e, se del caso, da due scrutatori, scelti tra gli azionisti od i Sindaci.

Le deliberazioni dell'assemblea sono constatate da verbale firmato dal Presidente, dal Segretario ed eventualmente dagli scrutatori.

Nei casi di legge e ove il Presidente lo ritenga opportuno il verbale è redatto da un Notaio.

Art. 19. Per la validità delle deliberazioni dell'assemblea ordinaria e straordinaria, tanto in prima che in seconda convocazione, si osservano le disposizioni del Codice Civile.

Art. 20. L'assemblea dei soci può svolgersi anche in più luoghi, audio e o video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, delle quali deve essere dato atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione se nominato che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;
- che sia consentito al presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti;
- che siano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea totalitaria) i luoghi audio e o video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il presidente ed il segretario, se nominato.

In tutti i luoghi audio e o video collegati in cui si tiene la riunione dovrà essere predisposto il foglio delle presenze.

Amministrazione della società'

Art. 21. L'amministrazione della società può essere affidata ad un Amministratore Unico o ad un Consiglio di Amministrazione composto da un minimo di 3 ad un massimo di 5 membri, secondo quanto deliberato dall'assemblea ordinaria.

Art. 22. Gli amministratori sono nominati dall'assemblea. Essi durano in carica tre esercizi, decadono e si sostituiscono a norma di legge.

Art. 23. Sino a contraria deliberazione dell'assemblea, gli amministratori non sono vincolati dal divieto di cui all'art. 2390 del codice civile.

Art. 24. Gli amministratori hanno diritto al rimborso spese sostenute per ragioni del loro ufficio. L'assemblea ordinaria può deliberare un emolumento fisso o una indennità annua.

Consiglio di amministrazione

Art. 25. Qualora, per dimissioni o per altre cause, venga a mancare la maggioranza degli amministratori componenti il Consiglio, si intende decaduto in via anticipata l'intero Consiglio e deve essere convocata senza ritardo l'assemblea per la sua rinnovazione.

Art. 26. Il Consiglio di Amministrazione, qualora non vi abbia provveduto l'assemblea ai sensi dell'art. 2380 c.c. elegge fra i suoi membri un Presidente.

Il Consiglio di Amministrazione può eventualmente eleggere un Vice-Presidente, che sostituisca il Presidente nei casi di assenza od impedimento, nonché un Segretario, anche estraneo.

Art. 27. Il Consiglio si raduna, sia nella sede della società sia altrove, tutte le volte che il Presidente, o chi ne fa le veci, lo creda opportuno o quando ne riceva domanda scritta da almeno uno dei Consiglieri o dal Presidente del Collegio Sindacale.

Art. 28. La convocazione è fatta dal Presidente almeno tre giorni liberi prima dell'adunanza mediante lettera, fax, telegramma o posta elettronica da spedirsi al domicilio di ciascun Amministratore e Sindaco effettivo, salvo i casi di urgenza, nei quali la convocazione può aver luogo mediante fax, telegramma o posta elettronica da spedirsi almeno un giorno prima.

Le adunanze del consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i consiglieri in carica ed i sindaci effettivi se nominati.

Art. 29. Per la validità delle deliberazioni del Consiglio è necessaria la presenza effettiva della maggioranza degli Amministratori in carica.

Le deliberazioni sono prese a maggioranza assoluta di voti degli intervenuti.

Le deliberazioni del Consiglio si fanno constatare nell'apposito libro, con verbale firmato dal Presidente e dal Segretario.

Le riunioni del consiglio di amministrazione si possono svolgere anche per audioconferenza o videoconferenza, alle seguenti condizioni di cui si darà atto nei relativi verbali:

a. che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione, se nominato, che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;

b. che sia consentito al presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;

c. che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;

d. che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

Art. 30. Il Consiglio di Amministrazione è investito dei più ampi poteri per l'amministrazione ordinaria e straordinaria della società, senza eccezione di sorta, ed ha facoltà di compiere tutti gli atti che ritenga opportuni per l'attuazione ed il raggiungimento degli scopi sociali, esclusi soltanto quelli che la legge in modo tassativo riserva all'assemblea e ferma restando la necessità di specifica autorizzazione nei casi richiesti dalla legge.

Amministratore unico

Art. 31. L'amministratore unico è investito, per la gestione della società, dei poteri che per statuto spettano al Consiglio di amministrazione.

Firma e rappresentanza sociale

Art. 32. All'Amministratore Unico o al Presidente del Consiglio di Amministrazione, od a chi ne fa le veci, spetta la rappresentanza legale della società.

Il Presidente del Consiglio potrà dare esecuzione a tutte le deliberazioni del Consiglio ogni qualvolta non si sia deliberato diversamente.

Art. 33. L'Amministratore Unico ovvero il Presidente del Consiglio di Amministrazione, o chi ne fa le veci, rappresenta la società in qualsiasi sede e grado di giurisdizione, con facoltà di nominare avvocati e procuratori alle liti munendoli degli opportuni poteri.

Art. 34. Il Consiglio di Amministrazione può delegare, nei limiti di cui all'art.2381 c.c., parte delle proprie attribuzioni o dei suoi poteri ad uno o più dei suoi membri, anche con la qualifica di Amministratori Delegati, determinandone i poteri e la relativa remunerazione.

Il Consiglio può altresì delegare particolari funzioni o speciali incarichi a singoli membri ovvero disporre che venga costituito un Comitato Esecutivo, determinando gli obiettivi e le modalità di esercizio dei poteri delegati.

Al Consiglio spetta comunque il potere di controllo e di avocare a sé le operazioni rientranti nella delega, oltre che il potere di revocare le deleghe.

Non possono essere attribuite agli organi delegati le competenze di cui all'art. 2381 c.c.

Il Consiglio di Amministrazione e l'Amministratore Unico hanno, nei limiti dei propri poteri, facoltà di nominare e revocare procuratori della società per singoli affari e/o categorie di affari, determinandone i poteri, emolumenti ed eventuali cauzioni.

Collegio sindacale

Art. 35. L'Assemblea ordinaria nomina tre sindaci effettivi e due supplenti, designando il Presidente del Collegio e, salvo diverse disposizioni di legge, stabilisce i loro emolumenti. Essi hanno le attribuzioni ed i doveri di cui agli artt. 2397 e seguenti C.C.

Bilancio ed utili

Art. 36. L'esercizio sociale si chiude al 31 dicembre di ogni anno.

L'organo amministrativo provvede alla compilazione del bilancio a norma di legge.

Art. 37. Gli utili netti risultanti dal bilancio, dedotto almeno il cinque per cento da destinare a riserva legale, fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale, vengono attribuiti al capitale salvo che l'assemblea, su proposta dell'organo amministrativo, deliberi degli speciali prelevamenti a favore di riserve straordinarie o per altra destinazione, ovvero disponga di mandarli in tutto o in parte ai successivi esercizi.

Art. 38. Il pagamento dei dividendi è eseguito presso le casse designate dal Consiglio o dall'Amministratore Unico, nel termine che verrà annualmente fissato.

I dividendi non riscossi entro un quinquennio dal giorno in cui diventeranno esigibili andranno prescritti a favore della società.

Scioglimento e liquidazione

Art. 39. Addivenendosi, in qualsiasi tempo e per qualsiasi causa, allo scioglimento della società, l'organo amministrativo deve effettuare gli adempimenti pubblicitari previsti dalla legge nel termine di trenta giorni dal loro verificarsi.

L'assemblea, convocata dall'organo amministrativo, nominerà uno o più liquidatori determinando:

- il numero dei liquidatori;
- in caso di pluralità di liquidatori, le regole di funzionamento del collegio, anche mediante rinvio al funzionamento del consiglio di amministrazione, in quanto compatibile;
- a chi spetta la rappresentanza della società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- gli eventuali limiti ai poteri dell'organo liquidativo.

Référence de publication: 2012075303/1160.

(120106615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Happy Family I S.C.A., Société en Commandite par Actions de Titrisation.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 8, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 151.121.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2012.

Référence de publication: 2012064436/10.

(120091047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Hellebore Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 141.751.

Acte rectificatif à l'acte n° L11024357 déposé le 21 décembre 2011

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 5 juin 2012.

Référence de publication: 2012064437/12.

(120091560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Herald Lux Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 114.434.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juin 2012.

Référence de publication: 2012064439/10.

(120091649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Harmonia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 96.036.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 31 mai 2012

La cooptation de Monsieur ROSSI Jacopo, employé privé, 10, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en tant qu'administrateur en remplacement de Monsieur MARIANI Daniele est ratifiée.

Monsieur ROSSI Jacopo est renommé administrateur avec pouvoir de signature B pour une période de trois ans. Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de l'an 2015.

Pour extrait sincère et conforme
HARMONIA S.A.
Georges DIEDERICH
Administrateur

Référence de publication: 2012064440/17.

(120091507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Heddon 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 13, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 125.889.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

Référence de publication: 2012064441/11.

(120091192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Hestia Investment, Société Anonyme.

Capital social: EUR 500.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 81.643.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012064442/10.

(120090982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

I&G Galileo Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 130.888.

1. Suite à la cessions de parts intervenues avec effet au 31 Mai 2012 entre CPI I&G Germany S.à r.l. et Warburg-Henderson Kapitalanlagegesellschaft für Immobilien mbH, WH Galileo GmbH & Co.KG et WH Galileo GP GmbH, les 1,000 parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

- Warburg-Henderson Kapitalanlagegesellschaft für Immobilien mbH, établie à 20457 Hamburg, Kehr wieder 8, Allemagne, détient 948 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 12,50 chacune;

- WH Galileo GmbH & Co. KG, établie à 20457 Hamburg, Kehr wieder 8, Allemagne, détient 51 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 12,50 chacune;

- WH Galileo GP GmbH, établie à 20457 Hamburg, Kehr wieder 8, Allemagne, détient 1 part sociale d'une valeur nominale de EUR 12.50 chacune;

2 Transfert du siège social de la Société du 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 31 Mai 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012064444/20.

(120091106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Identitag Secondary Opportunities S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CHF 3.087.670,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 161.954.

Il est à noter que le nom de l'associé à savoir Parish Capital Europe II, LP a changé de dénomination sociale et de siège social.

L'associé se nomme désormais StepStone Pioneer Capital Europe II, LP avec pour siège social 4350 la Jolla Village Dr., Suite 800, San Diego, CA 92122 Etats-Unis.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mai 2012.

Pour Identitag Secondary Opportunities S.à r.l.

SGG SA

Signatures

Référence de publication: 2012064445/17.

(120090958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Invenergy Canada I S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 110.684.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Invenergy Canada I S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012064447/11.

(120091250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

IDJ S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 2.400.000,00.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 167.850.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mai 2012.

Référence de publication: 2012064448/11.

(120090916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

IFA Holding II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 60.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 152.380.

En date du 30 septembre 2011, l'associé Euro Choice III Cooperative UA, avec siège social au 24, Claude Debussylan, 1082 M D Amsterdam, Pays-Bas, a cédé 4.160 parts sociales préférentielles à Euro Choice III L.P., avec siège social au 6, New Street, JE2 3RA St Helier, Jersey et 640 parts sociales préférentielles à Euro Choice III FCPR, avec siège social au 8, rue Royale, 75008 Paris, France.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2012.

Référence de publication: 2012064449/14.

(120091005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

IK Investment Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 98.911.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 64289 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012064452/10.

(120091235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Ikano Retail Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2740 Luxembourg, 1, rue Nicolas Welter.
R.C.S. Luxembourg B 138.262.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012064453/9.

(120091533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Immobilière Royale, Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 18.303.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012064456/9.

(120091259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Indigo Shipping A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.
R.C.S. Luxembourg B 99.411.

La version abrégée des comptes annuels au 31 décembre 2010 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2012064457/11.

(120091695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Inter Ikea Finance S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 11.539.

- Constituée en date du 05 novembre 1973 suivant acte reçu par Maître Lucien SCHUMAN, notaire de résidence à L - LUXEMBOURG, publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 14 du 23 janvier 1974;

- Statuts modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu en date du 23 décembre 2010 selon acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à L - Luxembourg, publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 740 du 16 avril 2011.

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de la Société qui a été tenue en date du 25 mai 2012:

que le mandat du commissaire aux comptes Ernst & Young, société anonyme établie au Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B.47.771 et ayant son siège social au 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, BP 780, L-2017 Luxembourg, venu à échéance, a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 4 juin 2012.

Pour la Société

Evgenia Matveeva

Référence de publication: 2012064460/22.

(120091490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 32, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 119.320.

Les comptes annuels au 31-12-2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012064458/9.

(120091622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Innopol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 22.000,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 155.986.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012064459/10.

(120091223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Invest in Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 78.360.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012064461/9.

(120091629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Isarez S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8077 Bertrange, 91, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 73.706.

Extrait de l'assemblée générale ordinaire tenue le 27 juin 2011

L'assemblée renouvelle les mandats de Monsieur Laurent BRONCHAIN, administrateur, et de Madame Janine TROUPIN, tous deux demeurant à CH-1950 Sion, 84, chemin des Amandiers, en qualité d'administrateurs délégués de la société, lesquels pourront engager la société individuellement sous leur seule signature, dans le cadre de la gestion journalière dans son sens le plus large, y compris toutes opérations bancaires.

L'assemblée renouvelle également les mandats de Madame Bernadette BRONCHAIN, secrétaire, demeurant à CH-1066 Epalinges, 6, chemin du Praz-Buchilly en qualité d'administrateur et de Madame Françoise BRONCHAIN, demeurant à B-5004 Bouge, 16, rue Delimoy en qualité de commissaire.

Ces mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017.

Pour la société

Le gérant

Référence de publication: 2012064462/18.

(120091447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

IT Consulting & Testing Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8398 Roodt, 19, rue de Nospelt.
R.C.S. Luxembourg B 154.654.

—
Rectificatif de la publication L120089304

A dater de ce jour (31/12/2010), la société FMV CONSULTING SA démissionne de sa fonction de Commissaire aux Comptes de la société suivante:

IT Consulting & Testing Solutions S.A.
RCSL B154654

Luxembourg, le 31 décembre 2010.
Michel VANSIMPSEN
Expert-Comptable OEC

Référence de publication: 2012064463/15.

(120091205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Kajufrap S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.
R.C.S. Luxembourg B 157.675.

Le bilan au 31 décembre 2010 et annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012064467/10.

(120091053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

SOPAI SIF SICAV, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 169.641.

—
STATUTEN

IM JAHRE ZWEITAUSENDZWÖLF,
DEN ZWEIUNDZWANZIGSTEN JUNI.

Vor der unterzeichneten Notarin Cosita Delvaux, mit Amtswohnsitz in Redange-sur Attert, Luxemburg.

Sind erschienen:

Oppenheim Asset Management Services S.à r.l., eine Gesellschaft nach Luxemburger Recht, mit Sitz in 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, hier vertreten durch Frau Katharina Kahstein, Geschäftsadresse in Luxemburg-Stadt, Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am zwei und zwanzigsten Juni zweitausendzwölf.

Die Vollmacht, ordnungsgemäß durch die Bevollmächtigte der Erschienenen und den Notar unterzeichnet, bleiben dieser Urkunde beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden. Die Erschienenen haben, durch ihren Bevollmächtigten, den unterzeichneten Notar gebeten, die Satzung einer «société d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé», die sie hiermit gründen, wie folgt zu beurkunden:

Titel I. Definitionen - Name - Gesellschaftszweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Definitionen.

Aktien	bezeichnet die Anteile der Gesellschaft. Die Aktien werden in der Form von Namensaktien ohne Aktienzertifikate ausgegeben. Alle Aktien müssen voll einbezahlt sein.
Aktionäre	bezeichnet sachkundige Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007, welche Aktien am Kapital der Gesellschaft erworben haben.
Bankarbeitstag	bezeichnet einen Tag (ausgenommen Samstag und Sonntag) an dem die Banken für normale Geschäfte in Luxemburg geöffnet sind, soweit nicht anders für einen Teilfonds in Anhang I des Emissionsdokumentes festgelegt.
Bewertungstag	bezeichnet den Bewertungstag, an dem der Nettoinventarwert eines Teilfonds gemäß dem entsprechenden Anhang des Emissionsdokumentes berechnet wird

Depotbank, Zahlstelle und Register- und Transferstelle	bezeichnet die Sal. Oppenheim jr. & Cie. Luxembourg S.A., 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg, welche die Funktionen der Depotbank, Zahlstelle und Register- und Transferstelle im Sinne des Gesetzes von 2007 wahrnimmt.
Domizilierungs- und Hauptverwaltungsstelle	bezeichnet die Oppenheim Asset Management Services S.à r.l., 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg.
Emissionsdokument	bezeichnet das Emissionsdokument der Gesellschaft, in seiner jeweils gültigen Fassung.
Geregelter Markt	ein geregelter Markt wie in der Richtlinie 2004/39/EG des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 21. April 2004 über Märkte für Finanzinstrumente ("Richtlinie 2004/39/EG ") in der aktuellen Fassung definiert, das heißt ein Markt, der in der von jedem Mitgliedstaat aufgestellten Liste der geregelten Märkte aufgeführt ist, dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, der dadurch charakterisiert ist, dass von zuständigen Behörden herausgegebene oder genehmigte Regelungen die Bedingungen für den Betrieb des Marktes, die Bedingungen für den Zugang zu dem Markt und die Bedingungen, die von einem Finanzinstrument zu erfüllen sind, damit es am Markt effektiv gehandelt werden kann, festlegen, wobei verlangt wird, dass alle Berichts- und Transparenzvorschriften nach Richtlinie 2004/39/EG eingehalten werden.
Gesellschaft oder Fonds	bezeichnet die SOPAI SIF SICAV.
Gesetz von 1915	bezeichnet das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen.
Gesetz von 2007	bezeichnet das Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen.
Sachkundiger Anleger	bezeichnet einen Anleger, welcher im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 als Sachkundiger Anleger gilt. Sachkundige Anleger sind institutionelle Anleger, professionelle Anleger und jeder andere Anleger, der die folgenden Voraussetzungen erfüllt: a) Er hat schriftlich sein Einverständnis zu seiner Einordnung als Sachkundiger Anleger erklärt, und b) i) er investiert mindestens 125.000 EUR, oder ii) er verfügt über eine Einstufung seitens eines Kreditinstitutes im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapier-unternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungs-gesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, welche ihm seinen Sachver-stand, seine Erfahrung und die Kenntnisse bescheinigt, um auf angemessene Weise eine Anlage in einen Spezialfonds ein-schätzen zu können. Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen, eine oder mehrere Kategorien von Aktionären aus dem Bereich der Sachkundigen Anleger auszuschließen (um z. B. ausschließlich institutionelle Anleger zuzulassen);
Netto-Fondsvermögen	bezeichnet das Vermögen der Gesellschaft abzüglich der der Gesellschaft zuzurechnenden Verbindlichkeiten.
Nettoinventarwert pro Aktie	bezeichnet den Wert der Vermögensgegenstände der Gesellschaft, gemindert um deren Verbindlichkeiten, berechnet, so wie in Artikel 12 der Satzung beschrieben.
OGAW	bezeichnet Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere, welche gemäß der Richtlinie 2009/65/EG des Rates vom 13. Juli 2009 (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen) errichtet wurden.
OGA	bezeichnet sonstige Organismen für gemeinsame Anlagen.
Satzung	bezeichnet die Satzung der Gesellschaft.

Art. 2. Name. Die Gesellschaft ist eine Aktiengesellschaft («société anonyme») in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital strukturiert als spezialisierter Investmentfonds («société d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé») unter dem Namen SOPAI SIF SICAV.

Art. 3. Gesellschaftszweck. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist es, die ihr zur Verfügung stehenden Mittel nach dem Grundsatz der Risikostreuung in zulässige Vermögensgegenstände unter Berücksichtigung der im Emissionsdokument beschriebenen Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen der Gesellschaft bzw. der jeweiligen Teilfonds und des Gesetzes von 2007 anzulegen und ihren Aktionären das Ergebnis der Verwaltung ihrer Vermögenswerte zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann ferner jegliche Maßnahmen ergreifen und Geschäfte tätigen, welche der Erfüllung des Gesellschaftszweckes im Weitersten im Rahmen des Gesetzes von 2007 zulässigen Sinne dienlich sind.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft wird für unbestimmte Dauer errichtet. Die Gesellschaft kann, durch einen Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre jederzeit aufgelöst werden.

Art. 5. Sitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Die Adresse des Gesellschaftssitzes kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb der Gemeinde des Gesellschaftssitzes verlegt werden. Der Sitz kann zu jeder Zeit durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung in irgendeine andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können im Großherzogtum Luxemburg durch einen einfachen Beschluss des Verwaltungsrates errichtet werden.

Falls der Verwaltungsrat feststellt, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche, soziale oder militärische Entwicklungen stattgefunden haben oder bevorstehen, welche die normale Geschäftsabwicklung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann er vorübergehend bis zur vollständigen Beendigung dieser anormalen Umstände den Sitz der Gesellschaft ins Ausland verlegen. Diese vorübergehende Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz der vorübergehenden Verlegung des Sitzes luxemburgisch bleibt.

Titel II - Gesellschaftskapital - Aktien - Nettoinventarwert

Art. 6. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und entspricht zu jeder Zeit dem gesamten Nettoinventarwert der Aktien aller Teilfonds der Gesellschaft gemäß Artikel 12 der Satzung. Das Gründungskapital beträgt EUR 31.000,- (eintausenddreihunderttausend Euro) sowie 310 (dreihundertzehn) Aktien zu je EUR 100 (hundert Euro).

Das Kapital der Gesellschaft muss mindestens eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1 250 000 EUR) betragen und innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds nach Luxemburger Recht erreicht werden. Die Ausgabe von Aktien der Gesellschaft an Aktionäre, welche nicht bei der Gründung der Gesellschaft Aktien gezeichnet haben, bedarf der Zustimmung der Generalversammlung der Aktionäre.

Der Erlös aus der Ausgabe von Aktien wird abzüglich einer anfallenden Verkaufsprovision (Ausgabeaufschlag) im Sinne des Gesellschaftszwecks nach Maßgabe der Anlagepolitik, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt wird, unter Berücksichtigung der gesetzlichen oder vom Verwaltungsrat beschlossenen Anlagebeschränkungen, angelegt.

Vorbehaltlich der Bestimmungen des letzten Satzes des Absatzes 1 dieses Artikels darf der Verwaltungsrat jederzeit, unbegrenzt weitere voll eingezahlte Aktien der Gesellschaft ausgeben, ohne den alten Aktionären ein Bezugsrecht auf die zusätzlich auszugebenden Aktien einzuräumen. Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Angestellten der Gesellschaft oder andere Personen ermächtigen, Zeichnungen anzunehmen und den Preis für die neuen Aktien entgegenzunehmen.

Die Gesellschaft besitzt eigene Rechtspersönlichkeit.

Die Jahresrechnungen der Gesellschaft werden in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d. h. in Euro, aufgestellt. Zur Bestimmung des Gesellschaftskapitals wird das Nettovermögen des Fonds, welches nicht in Euro ausgedrückt ist, rechnerisch in Euro umgewandelt.

Art. 7. Teilfonds. Die Gesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates jederzeit neue Teilfonds auflegen, deren Anlageziele oder Basiswährung sich voneinander unterscheiden. Im Falle einer Auflegung neuer Teilfonds wird das Emisionsdokument entsprechend aktualisiert.

Die Rechte der Aktionäre und Gläubiger im Hinblick auf einen Teilfonds oder die Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds stehen, beschränken sich auf die Vermögenswerte dieses Teilfonds. Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften ausschließlich im Umfang der Anlagen der Aktionäre in diesem Teilfonds und im Umfang der Forderungen derjenigen Gläubiger, deren Forderungen bei Gründung des Teilfonds, im Zusammenhang mit der Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind.

Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jeder Teilfonds als eigenständige Einheit behandelt.

Jeder Teilfonds kann durch Beschluss der Gesellschaft einzeln liquidiert werden, ohne dass dies die Liquidation eines anderen Teilfonds zur Folge hat. Nur die Liquidation des letzten verbleibenden Teilfonds führt automatisch auch zur Liquidation des Fonds. Liquidationserlöse, die nach Abschluss des Liquidationsverfahrens nicht von Aktionären eingezogen worden sind, werden, sofern gesetzlich erforderlich, in Euro konvertiert und von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, sofern sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

Art. 8. Aktienklassen. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, innerhalb eines Teilfonds eine oder mehrere Aktienklassen auszugeben, deren Vermögenswerte im Einklang mit der für den jeweiligen Teilfonds geltenden Anlagepolitik gemeinsam angelegt werden. Die Aktienklassen können sich im Hinblick auf den Mindestwerb, ihre Zeichnungs- und Rücknahmegebühren, ihre Gebührenstruktur und ihre Rechte auf Ausschüttungen unterscheiden und mit unterschiedlichen Anlegerservicegebühren oder sonstigen Gebühren ausgestattet sein oder unterschiedliche Zielgruppen als Anleger, abweichende Übertragungsbeschränkungen, Referenzwährungen und/oder sonstige abweichende Merkmale aufweisen, wie vom Verwaltungsrat jeweils bestimmt werden. Der Nettoinventarwert je Aktie wird für jede ausgegebene Aktienklasse eines jeden Teilfonds einzeln berechnet.

Art. 9. Form und Übertragung der Aktien. Form der Aktien

Die Aktien der Gesellschaft können ausschließlich von Sachkundigen Aktionären erworben werden. Es werden ausschließlich Namensaktien ausgegeben. Eine Ausgabe effektiver Stücke erfolgt nicht.

Alle ausgegebenen Aktien der Gesellschaft werden in ein Aktienregister eingetragen, welches von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren hierfür von der Gesellschaft bezeichneten Personen geführt wird, und dieses Register wird die Namen jedes Inhabers von Aktien, seinen ständigen oder gewählten Wohnsitz, entsprechend den Angaben gegenüber der Gesellschaft und die Zahl der von ihm gehaltenen Aktien und den auf Aktienbruchteile bezahlten Betrag enthalten. Die Gesellschaft gibt keine Aktienzertifikate aus.

Aktionäre müssen der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, an welche sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen gerichtet werden können. Diese Anschrift wird in das Aktienregister eingetragen. Bei Miteigentum an den Aktien wird nur eine Anschrift eingetragen, und alle Mitteilungen werden ausschließlich an diese Anschrift gesandt.

Sofern ein Aktionär keine Anschrift angibt, kann die Gesellschaft es zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktienregister eingetragen wird. Als Anschrift des Aktionärs gilt in diesem Fall die Anschrift des eingetragenen Sitzes der Gesellschaft beziehungsweise eine andere von der Gesellschaft jeweils eingetragene Anschrift, und zwar solange, bis der Aktionär der Gesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Ein Aktionär kann zu jeder Zeit die im Aktienregister eingetragene Anschrift durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere Adresse, welche von der Gesellschaft zu gegebener Zeit festgelegt wird, ändern.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Aktie an. Sofern ein(e) oder mehrere Aktie(n) im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen oder wenn das Eigentum an (einer) Aktie(n) strittig ist, ernennen alle Personen, welche eine Berechtigung an (einer) solchen Aktie(n) behaupten, einen Vertreter, der als rechtmäßiger Vertreter dieses/ dieser Aktien gegenüber der Gesellschaft anzusehen ist. Erfolgt keine Ernennung eines solchen Berechtigten, hat dies zur Folge, dass die Ausübung der mit den Aktien verbundenen Rechten ausgesetzt wird. Berechtigt eine Zahlung von einem Zeichner zu einem Aktienbruchteil, wird dieser Aktienbruchteil im Aktienregister eingetragen. Solche Aktienbruchteile verleihen kein Stimmrecht; allerdings ist der Aktionär, soweit die Gesellschaft dies vorsieht, anteilig an dem Nettovermögen beteiligt sowie zu anteiligen Ausschüttungen berechtigt und im Falle einer Liquidation berechtigt zu dem anteiligen Liquidationserlös.

Übertragung der Aktien

Die Übertragung von Aktien erfolgt, durch eine schriftliche Erklärung der Übertragung, die in das Aktienregister einzutragen ist und von dem Übertragenden und dem Empfänger oder von entsprechend bevollmächtigten Personen datiert und unterzeichnet werden muss. Jede Übertragung von Aktien wird in das Aktienregister eingetragen; diese Eintragung wird durch ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats oder durch eine oder mehrere sonstige ordnungsgemäß vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigte Person(en) unterzeichnet.

Eine Verfügung ist grundsätzlich nur möglich, wenn es sich beim Erwerber der Aktien um Sachkundige Anleger handelt.

Der Verwaltungsrat bzw. eine von ihm beauftragte natürliche oder juristische Person wird keine Verfügung über Aktien in das Aktienregister eintragen, wenn die in dieser sowie ggf. im Emissionsdokument vorgesehenen Regelungen für eine Übertragung nicht eingehalten wurden.

Art. 10. Beschränkungen des Eigentums an Aktien.

(1) Die Gesellschaft kann den Erwerb und das Eigentum von Aktien durch bestimmte Personen, insbesondere Ausgeschlossene Personen, beschränken oder untersagen, insbesondere wenn das Eigentum an Aktien nach Ansicht des Verwaltungsrats den anderen Aktionären oder der Gesellschaft schaden könnte oder einen Verstoß gegen luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Rechtsvorschriften darstellen könnte oder wenn die Gesellschaft hierdurch den Gesetzen (beispielsweise den Steuergesetzen) eines anderen Staates als dem Großherzogtum Luxemburg unterworfen sein könnte.

(2) Stellt der Verwaltungsrat zu einem beliebigen Zeitpunkt fest, dass die Aktien direkt oder indirekt im Eigentum einer Ausgeschlossenen Person (entweder alleine oder in Verbindung mit einer anderen Person) gehalten werden, so kann der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen und ohne jegliche Verpflichtung

(a) die Ausgabe von Aktien bzw. die Eintragung einer Verfügung von Aktien verweigern, wenn es Anhaltspunkte gibt, dass diese Eintragung bzw. Verfügung dazu führt, dass Ausgeschlossene Personen rechtliches oder wirtschaftliches Eigentum an Aktien erwerben; und

(b) von einer Person, deren Name im Aktienregister eingetragen ist, bzw. einer Person, die sich um die Eintragung der Verfügung von Aktien ins Aktienregister bemüht, verlangen, dass sie der Gesellschaft jegliche Informationen beibringt – und deren Richtigkeit an Eides Statt versichert –, die die Gesellschaft für notwendig hält, um entscheiden zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Aktien dieses Aktionärs bei einer Ausgeschlossenen Person liegt oder ob sich aus der betreffenden Eintragung ein wirtschaftliches Eigentum von Ausgeschlossenen Personen ergeben würde; und

(c) die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Ausgeschlossene Person auf den Hauptversammlungen der Gesellschaft und Versammlungen des jeweiligen Teilfonds verweigern; und

(d) unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von mindestens fünfundzwanzig (25) Tagen die zwangsweise Rücknahme der Aktien vornehmen. Bei Rücknahme ist die Ausgeschlossene Person nicht mehr Eigentümer dieser Aktien. Die Kosten und Aufwendungen der zwangsweisen Rücknahme werden von den zurückgebenden Aktionären getragen. Die Auszahlung des jeweiligen Rücknahmepreises kann zu einem späteren Zeitpunkt, jedoch spätestens bei Liquidation des betroffenen Teilfonds erfolgen.

(3) Die Ausübung der in diesem Artikel eingeräumten Rechte kann nicht mit der Begründung angezweifelt oder für unwirksam erklärt werden, dass das Eigentum einer Person an Aktien ungenügend nachgewiesen wurde oder dass das Eigentum an den Aktien tatsächlich von jemand anderem gehalten wurde, als vom Verwaltungsrat angenommen, vorausgesetzt, dass der Verwaltungsrat bei der Ausübung dieser Rechte in gutem Glauben gehandelt hat.

(4) Sämtliche Aktionäre verpflichten sich, ihre Aktien nicht an Ausgeschlossene Personen zu verkaufen oder zu übertragen.

Art. 11. Ausgabe von Aktien. Alle Aktien haben gleiche Rechte. Die Aktien werden von der Gesellschaft unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank ausgegeben. Die Anzahl der ausgegebenen Aktien und der entsprechenden Aktienscheine ist grundsätzlich nicht beschränkt. Die Gesellschaft behält sich jedoch vor, die Ausgabe von Aktien vorübergehend oder vollständig einzustellen; etwa bereits geleistete Zahlungen werden in diesen Fällen unverzüglich erstattet.

Die Aktien können bei der Gesellschaft, der Depotbank, den Zahlstellen oder durch Vermittlung Dritter erworben werden. Die Aktien können von Sachkundigen Anlegern bei der Gesellschaft, der Depotbank, den Zahlstellen oder durch Vermittlung Dritter erworben und zurückgegeben werden.

Art. 12. Ausgabepreis und Rückkaufpreis. Der Nettoinventarwert je Aktie wird für jeden Teilfonds und gegebenenfalls jede Aktienklasse in der Basiswährung des jeweiligen Teilfonds beziehungsweise der jeweiligen Aktienklasse durch die Gesellschaft (oder einen von ihr ernannten Vertreter) zu jedem Bewertungstag separat berechnet. Die Referenzwährung des/der einzelnen Teilfonds bzw. der jeweiligen Aktienklasse ist im Emissionsdokument angegeben.

Der Nettoinventarwert pro Aktie wird von der Gesellschaft oder durch einen von ihr beauftragten Dritten unter Aufsicht der Depotbank für jede Aktie der Gesellschaft dadurch bestimmt, dass das Nettovermögen, d.h. die Summe der Aktiva minus der Verbindlichkeiten, das auf die Gesellschaft entfällt, durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien der Gesellschaft geteilt wird (der „Nettoinventarwert pro Aktie“).

Im Falle von Dividendenzahlungen, Aktienaussgaben und -rückkäufen wird das Nettovermögen der Gesellschaft wie folgt angepasst:

- falls eine Dividende je Aktie ausgezahlt wird, verringert sich der Nettoinventarwert der Gesellschaft um den Betrag der Dividendenausschüttung;
- falls Aktien ausgegeben oder zurückgekauft werden, erhöht oder vermindert sich das Nettovermögen der Gesellschaft um den erhaltenen oder ausgezahlten Betrag.

Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten:

- alle flüssigen Mittel einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- alle ausstehenden Forderungen einschließlich Zinsforderungen auf Konten und Depots sowie Erträge aus verkauften, aber noch nicht gelieferten Vermögenswerten;
- alle Vermögenswerte, die von der Gesellschaft gehalten werden oder zu ihren Gunsten erworben wurden;
- sämtliche sonstigen Vermögenswerte einschließlich im Voraus bezahlter Ausgaben.

Die in jedem Teilfondsvermögen befindlichen Vermögenswerte werden dabei nach folgenden Grundsätzen bewertet:

(a) Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem Geregelten Markt bzw. an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zum letzten bezahlten Kurs eines Monats bewertet;

(b) Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, ebenfalls zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs oder letzten verfügbaren festgestellten Schlusskurs bewertet, sofern die Gesellschaft zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere veräußert werden können;

(c) Wertpapiere, deren Kurse nicht marktgerecht sind, sowie alle anderen Vermögenswerte zum wahrscheinlichen Realisierungswert bewertet, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist;

(d) Investmentanteile an OGAW und/oder OGA des offenen Typs zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet;

(e) Anteile an OGAW/OGA des geschlossenen Typs sowie an Zielfonds werden grundsätzlich zum Verkehrswert bewertet, es sei denn, an einem Bilanzstichtag liegt eine voraussichtlich dauerhafte Wertminderung vor. Dann ist eine Abschreibung auf den niedrigeren Wert vorzunehmen, der die Wertminderung berücksichtigt. Ein niedriger Wertansatz darf nicht beibehalten werden, wenn die Gründe dafür nicht mehr bestehen;

(f) flüssige Mittel zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;

(g) Festgelder zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;

(h) der Liquidationswert von Termingeschäften oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zu deren jeweiligem Nettoliquidationswert bewertet, wie er gemäß den Richtlinien der Gesellschaft auf einer konsistenten für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandt wird; der Liquidationswert von Termingeschäften oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, auf Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Termingeschäfte oder Optionen vom Fonds gehandelt werden, berechnet; sofern ein Termingeschäft oder eine Option

an einem Tag, an dem der Nettoinventarwert berechnet wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag von der Gesellschaft in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt;

(i) Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse notiert oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden und deren Restlaufzeit bei Erwerb weniger als 90 Tage beträgt, grundsätzlich zu Amortisierungskosten bewertet, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird;

(j) Swaps werden zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Entwicklung des Underlyings, bestimmten Marktwert bewertet;

(k) sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem von der Gesellschaft auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist;

(l) nicht auf die Basiswährung des Fonds bzw. der Teilfonds lautende Vermögenswerte zu den zuletzt im Interbankmarkt festgestellten und verfügbaren Devisenreferenzkursen in die Basiswährung des Fonds bzw. Teilfonds umgerechnet; wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem von der Gesellschaft festgelegten Verfahren bestimmt.

(m) Rohstoff-Terminkontrakte werden, wie andere an organisierten Märkten gehandelte Termingeschäfte, mit dem letzten verfügbaren Handelskurs bewertet.

(n) Anteile an Beteiligungsgesellschaften werden grundsätzlich zum Fair Market Value bewertet.

Die Gesellschaft darf nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn sie diese im Interesse einer angemesseneren Bewertung eines Vermögenswertes des Fonds hinsichtlich des voraussichtlichen Realisierungswertes für angebracht hält.

Wenn die Gesellschaft der Ansicht ist, dass der ermittelte Wert der Aktien an einem bestimmten Bewertungstag den tatsächlichen Wert der Aktien des Fonds nicht wiedergibt oder wenn seit der Ermittlung des Aktienwertes beträchtliche Bewegungen an den betreffenden Börsen und/oder Märkten eingetreten sind, kann die Gesellschaft beschließen, den Aktienwert noch am selben Tag zu aktualisieren. Unter diesen Umständen werden alle für diesen Bewertungstag eingegangenen Anträge auf Zeichnung auf der Grundlage des Aktienwertes eingelöst, der unter Berücksichtigung des Grundsatzes von Treu und Glauben aktualisiert worden ist.

Die Verbindlichkeiten der Teilfonds umfassen:

- sämtliche Kredite und Forderungen gegen die Gesellschaft bzw. ihre Teilfonds;
- angefallene und zu zahlende Kosten (einschließlich Kosten für die Hauptverwaltungsstelle, Beratungs- und Anlageberaterkosten, Kosten für die Depotbank);
- sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverpflichtungen aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden der Teilfonds der Gesellschaft,
- vom Verwaltungsrat genehmigte und angenommene Rückstellungen für die Teilfonds der Gesellschaft;
- sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Teilfonds, die nach luxemburgischem Recht ausgewiesen werden.

Falls Anlagen der Gesellschaft über hundertprozentige Tochtergesellschaften erfolgen, wird in der Buchhaltung der Gesellschaft unmittelbar auf den Wert der von den Tochtergesellschaften gehaltenen Vermögenswerte, abzüglich der Kosten der Tochtergesellschaften abgestellt. Die Bewertung der von den Tochtergesellschaften gehaltenen Vermögenswerte erfolgt nach den vorstehend ausgeführten Regelungen.

Bei massivem Rücknahmeverlangen bleibt es der Gesellschaft vorbehalten, die Aktien erst dann zum gültigen Rücknahmepreis zurückzunehmen, nachdem sie unverzüglich, jedoch unter Wahrung der Interessen aller Aktionäre, entsprechende Vermögenswerte veräußert hat. Es wird im Interesse aller Aktionäre angestrebt, im Fonds- bzw. Teilfondsvermögen genügend Liquidität zur Befolgung von Rücknahmeverlangen zu gewährleisten.

Art. 13. Vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Inventarwertes. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwerts pro Aktie einer Aktienklasse eines Teilfonds zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die dies erfordern und sofern die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

(a) während einer Zeit, während der ein geregelter Markt oder eine Börse, an welchen ein wesentlicher Teil der Vermögensanlagen der Gesellschaft, welche dieser Aktienklasse zuzuordnen sind, zugelassen oder gehandelt wird, an anderen Tagen als an gewöhnlichen Feiertagen geschlossen ist oder wenn der Handel in solchen Vermögenswerten eingeschränkt oder ausgesetzt ist, vorausgesetzt, dass solche Einschränkungen oder Aussetzungen die Bewertung der Vermögenswerte der Gesellschaft, welche dieser Aktienklasse zuzuteilen sind, beeinträchtigt; oder

(b) während eines Zusammenbruchs von Kommunikationswegen oder Rechnerkapazitäten, welche normalerweise im Zusammenhang mit der Bestimmung des Preises oder des Wertes von Vermögenswerten einer solchen Aktienklasse der Gesellschaft oder im Zusammenhang mit der Kurs- oder Wertbestimmung auf einem Markt im Zusammenhang mit den Aktien der Gesellschaft zuzuordnenden Vermögenswerten Verwendung finden; oder

(c) während einer Zeit, in welcher die Gesellschaft nicht in der Lage ist, die notwendigen Mittel aufzubringen, um auf Rücknahmen ihrer Aktien Zahlungen vorzunehmen, oder während welcher der Übertrag von Geldern im Zusammenhang

mit der Veräußerung oder dem Erwerb von Vermögensanlagen oder fälligen Zahlungen auf die Rücknahme von Aktien nach Meinung des Verwaltungsrates nicht zu angemessenen Devisenkursen ausgeführt werden kann; oder

(d) sofern aus anderen Gründen die Preise von Vermögensanlagen der Gesellschaft, welche einer Aktienklasse zuzuordnen sind, nicht zeitnah und genau festgestellt werden können;

(e) wenn die Berechnung der Aktie oder des Aktienpreises in dem jeweiligen Master Fonds, in welchen ein oder mehrere Teilfonds investiert haben, ausgesetzt wurde, oder

(f) falls eine Verschmelzung oder ein ähnliches Ereignis, welches den Fond und/oder ein oder mehrere Teilfonds davon betreffen, stattfindet, und wenn es von der Gesellschaft als notwendig und im bestem Interesse der betreffenden Aktionäre befunden wird, oder

(g) im Falle einer Indexaussetzung, der einer Anlage in Finanzderivate zugrunde liegt und der wesentlich für einen Teilfonds ist.

(h) ab dem Zeitpunkt der Veröffentlichung einer Ladung zu einer außerordentlichen Generalversammlung zum Zwecke der Auflösung der Gesellschaft.

Die Gesellschaft hat den Aktionären die Aussetzung der Nettoinventarwertberechnung, sofern diese länger als drei Bankarbeitstage andauert, unverzüglich in angemessener Weise mitzuteilen. Während der Dauer der Aussetzung der Aktienwertberechnung dürfen Aktionäre ihre Kaufaufträge zurückziehen. Nicht zurückgezogene Kaufaufträge und Rücknahmeanträge werden mit den bei Wiederaufnahme der Aktienwertberechnung festgestellten Ausgabepreisen abgerechnet.

Titel III - Verwaltung - Aufsicht

Art. 14. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern, welche nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Der Verwaltungsrat wird von der Gesellschafterversammlung der Aktionäre (Generalversammlung) bestellt. Die Generalversammlung bestimmt die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder.

Die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder darf sechs Jahre nicht überschreiten. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können wieder gewählt werden. Die Generalversammlung kann ein Mitglied des Verwaltungsrates jeder Zeit, ohne Angabe von Gründen, abberufen. Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die freie Stelle zeitweilig kommissarisch bekleiden; die Aktionäre werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

Art. 15. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen Stellvertreter bestimmen. Bei Gründung der Gesellschaft wird der erste Vorsitzende durch die erste Generalversammlung bestimmt. Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und in seiner Abwesenheit wird die Leitung durch den Stellvertreter wahrgenommen. Der Verwaltungsrat kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen erstellt und verwahrt.

Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates erhält wenigstens 24 Stunden vor der entsprechenden Sitzung eine schriftliche Einladung, welche das Datum, den Ort und die Zeit der Verwaltungsratssitzung enthält. In Dringlichkeitsfällen jedoch muss diese Frist nicht eingehalten werden. Auf diese Einladung kann schriftlich, durch Brief, Telegramm, Telex oder E-Mail von allen Verwaltungsratsmitgliedern verzichtet werden, wobei eine einstimmige Entscheidung erforderlich ist. Eine Mitteilung ist nicht notwendig, wenn jedes Verwaltungsratsmitglied bei der Sitzung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten ist. Eine Mitteilung ist auch nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung aufgrund schriftlicher Erklärung (Brief, Telefax, Telegramm, E-Mail) durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonische Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen identifiziert werden können, sowie dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung durchgehend einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen. Diese Teilnahme steht einer persönlichen durchgehenden Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen rechtswirksam beschließen.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind. Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu. Die Beschlussfassung über Anlagen der Gesellschaft bedarf der Anwesenheit oder Vertretung aller Verwaltungsratsmitglieder. Entsprechende Beschlüsse müssen einstimmig gefasst werden.

Auf Veranlassung des Vorsitzenden oder eines Stellvertreters und im Einverständnis aller Mitglieder können Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse). Das Verfahren des Umlaufbeschlusses ist nur zulässig,

wenn sich die Gesamtheit der Mitglieder des Verwaltungsrates mit dem Inhalt der vorgeschlagenen Beschlüsse einverstanden erklärt. Als schriftliche Beschlussfassung im Sinne eines Umlaufbeschlusses gelten ebenfalls die Stimmabgabe per Brief, Telefax, Telegramm oder E-Mail.

Art. 16. Protokolle der Verwaltungsratssitzungen. Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei der anderen Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Jegliche Vollmachten werden an die Protokolle angeheftet. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Art. 17. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 19 dieser Satzung auszuüben. Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft gerichtlich und außergerichtlich.

Durch die gemeinschaftliche Zeichnung je zweier Verwaltungsratsmitglieder wird die Gesellschaft Dritten gegenüber wirksam verpflichtet.

Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte Ausschüsse bestellen und/oder einzelne Delegierte mit bestimmten Aufgaben ernennen.

Der Verwaltungsrat kann einer oder mehreren natürlichen oder juristischen Personen seine Befugnis übertragen, die täglichen Geschäfte der Gesellschaft zu führen, sowie die Gesellschaft im Rahmen dieser Geschäftsführung zu vertreten. Die Übertragung dieser Befugnisse kann sowohl auf Mitglieder des Verwaltungsrates als auch auf Dritte, die nicht Aktionär zu sein brauchen, erfolgen. Ferner kann der Verwaltungsrat Vollmachten für einzelne Geschäftsbereiche und Sondervollmachten für Einzelgeschäfte an seine Mitglieder oder an Dritte erteilen.

Art. 18. Vergütung des Verwaltungsrates - Auslagerstattung. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt.

Angemessene und erforderliche Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern oder sonstiger Personen, die auf Grund einer ordnungsgemäßen Bevollmächtigung für die Gesellschaft tätig geworden sind, in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, werden zurückerstattet, es sei denn, diese sind durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds veranlasst worden; im Falle eines Vergleichs erfolgt eine Kostenerstattung nur im Zusammenhang mit den Angelegenheiten, die von dem Vergleich abgedeckt werden und sofern der Rechtsberater der Gesellschaft bescheinigt, dass die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begangen hat. Das vorgenannte Recht auf Auslagerstattung schließt andere Ansprüche nicht aus.

Art. 19. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen. Der Verwaltungsrat kann, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung, die Anlagepolitik für den Fonds, die Sicherungsstrategien für das Nettovermögen des Fonds und die Grundsätze, die im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anwendung finden sollen, jeweils im Rahmen der vom Verwaltungsrat festgelegten Anlagebeschränkungen und im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen festlegen.

Insbesondere kann ein Teilfonds Aktien eines oder mehrerer Teilfonds der Gesellschaft zeichnen, erwerben und/oder halten, ohne dass sie den Voraussetzungen des Gesetzes von 1915 unterliegen bzgl. der Zeichnung, dem Erwerb und/oder des Haltens eigener Aktien, vorausgesetzt dass:

a) der andere Teilfonds nicht wiederum in den Teilfonds, welche in ihn investiert hat, anlegt; und

b) Stimmrechte, die gegebenenfalls an die betreffenden Aktien des anderen Teilfonds gebunden sind, werden solange ausgesetzt, wie sie vom betreffendem Teilfonds gehalten werden, unbeschadet einer angemessenen Durchführung der Rechnungsführung und der periodischen Berichte; und

in jedem Fall solange wie die Aktien des bzw. der anderen Teilfonds durch den Teilfonds gehalten werden, dessen bzw. deren Wert nicht berücksichtigt wird für die Berechnung des Netto-Teilfondsvermögens für die Zwecke der Überprüfung des Mindestbetrages des Vermögens, wie durch das Gesetz von 2007 bestimmt; und

Art. 20. Investmentmanager. Der Verwaltungsrat kann eine oder mehrere Gesellschaften mit der Verwaltung der Vermögenswerte des Fonds betrauen (eine solche Gesellschaft wird als Investmentmanager bezeichnet). Der Investmentmanager kann im Rahmen der Anlagepolitik der Gesellschaft gemäß Artikel 19 und unter der Gesamtaufsicht des Verwaltungsrates, gemäß einer schriftlichen Vereinbarung, Entscheidungen zum Erwerb und zur Veräußerung von Vermögenswerten der Gesellschaft treffen.

Der Investmentmanager ist berechtigt, sich zur Erfüllung seiner oben beschriebenen Aufgaben der Hilfe Dritter zu bedienen, insbesondere einen Anlageberater zu bestellen.

Art. 21. Interessenkonflikte. Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegen gesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungs-

ratsmitglied dem Verwaltungsrat dieses entgegen gesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen. Dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds auf der nächstfolgenden Gesellschafterversammlung berichtet. Falls ein Quorum des Verwaltungsrates wegen eines Interessenkonfliktes eines oder mehrerer Verwaltungsratsmitglieder nicht erreicht werden kann, werden die Beschlüsse durch eine Mehrheit der nicht betroffenen Verwaltungsratsmitglieder, welche bei einer solchen Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten sind, getroffen.

Kein Vertrag bzw. kein anderes Geschäft zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Unternehmen wird durch die Tatsache berührt oder ungültig, dass einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ein persönliches Interesse haben oder Verwaltungsratsmitglieder, Gesellschafter, Teilhaber, Prokuristen oder Angestellte einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens sind.

Ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, das gleichzeitig Funktionen als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer oder Angestellter in einer anderen Gesellschaft oder Firma ausübt, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonst wie in Geschäftsverbindung tritt, ist aus dem alleinigen Grunde seiner Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, zu allen Fragen bezüglich eines solchen Vertrags oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

Liegt bei einem Aktionär hingegen ein wie oben beschriebener Interessenkonflikt vor, so ist dessen Vertreter im Verwaltungsrat nicht von den Beratungen und Abstimmungen ausgeschlossen, insbesondere bleibt das Verwaltungsratsmitglied stimmberechtigt.

Titel IV - Generalversammlungen

Art. 22. Befugnisse der Generalversammlung. Eine ordnungsgemäß gebildete Gesellschafterversammlung der Aktionäre vertritt die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft (die Generalversammlung). Die Generalversammlung kann über alle Angelegenheiten der Gesellschaft befinden. Ihr sind insbesondere folgende Beschlüsse vorbehalten:

- a) Bestellung und Abberufung der Mitglieder des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers sowie die Festsetzung ihrer Vergütungen;
- b) Genehmigung des Jahresabschlusses;
- c) Entlastung des Verwaltungsrates;
- d) Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses (unter Berücksichtigung der bereits vom Verwaltungsrat gezahlten Vorabauschüttungen);
- e) Änderung der Satzung;
- f) Auflösung der Gesellschaft;
- g) Zustimmung zu sämtlichen Änderungen oder Ergänzungen des Emissionsdokuments der Gesellschaft.

Art. 23. Die Alljährliche Generalversammlung – Anderegeneralversammlungen. Die alljährliche ordentliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts in Luxemburg an einem in der Einladung angegebenen Ort am vierten Donnerstag des Monats Juni um 14 Uhr abgehalten.

Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg, so findet die ordentliche Generalversammlung am vorhergehenden oder am nächstfolgenden Bankarbeitstag statt. Die ordentliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen feststellt, dass Umstände höherer Gewalt dies erfordern.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Art. 24. Beschlussfähigkeit, Abstimmung und Einberufung. Der Ablauf der Versammlungen der Aktionäre muss, soweit die vorliegende Satzung nichts anderes bestimmt, in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen erfolgen. Jede Aktie berechtigt, unabhängig vom Nettoinventarwert pro Aktie innerhalb einer Aktienklasse zu einer Stimme, im Einklang mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung.

Jeder Aktionär kann sich aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, welche auch durch Telegramm, Telex oder Telefax erstellt werden kann, durch einen anderen Aktionär oder eine andere Person vertreten lassen.

Sofern das Gesetz oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mitbestimmenden Aktionäre gefasst. Die Aktionäre können auch im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen identifiziert werden können, sowie dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung durchgehend einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen. Die Aktionäre, die auf diesem Wege an der Generalversammlung teilnehmen, gelten als anwesend im Sinne der vorstehenden Bestimmungen.

Der Verwaltungsrat lädt die Aktionäre unter Mitteilung der Tagesordnung mindestens acht (8) Kalendertage vor der Hauptversammlung der Gesellschaft ein. Die Einladung wird per Brief an die im Aktienregister eingetragenen Adressen der im Aktienregister eingetragenen Aktionäre versandt oder an andere von den Aktionären angegebene Adressen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, zusam-

mentreten. Wird die Generalversammlung binnen eines Monats nach Antragstellung nicht abgehalten, so können die Aktionäre, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, die Benennung eines Bevollmächtigten durch den Vorsitzenden der Handelskammer des Luxemburger Bezirksgerichts verlangen, welcher dann die Einberufung der Generalversammlung veranlasst. Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt in der gesetzlich vorgeschriebenen Form.

Aktionäre, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, haben ferner das Recht, bis fünf Tage vor Abhaltung der einberufenen Generalversammlung, durch eingeschriebenen Brief weitere Punkte auf die Tagesordnung setzen zu lassen.

Sofern sämtliche Aktionäre der Gesellschaft anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Die Aktionäre eines Teilfonds können zu jeder Zeit Generalversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds betreffen. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Generalversammlung eines Teilfonds mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Titel V - Schlussbestimmungen

Art. 25. Geschäftsjahr. Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung und endet am 31. Dezember 2012. Die weiteren Geschäftsjahre beginnen jeweils am 1. Januar und enden jeweils am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 26. Ausschüttungspolitik. Die Gesellschaft bestimmt jedes Jahr, ob und in welcher Höhe Ausschüttungen entsprechend den in Luxemburg gültigen Bestimmungen erfolgen.

(a) Ausschüttungen erfolgen auf die am Ausschüttungstag umlaufenden Aktien.

(b) Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach Veröffentlichung der Ausschüttungserklärung geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des Fonds. Ungeachtet dessen ist die Gesellschaft jedoch berechtigt, Ausschüttungsbeträge, die nach Ablauf dieser Verjährungsfrist geltend gemacht werden, an die Aktionäre auszuzahlen.

Die Ertragsverwendung für jeden Teilfonds kann im jeweiligen Teilfondsspezifischen Anhang des Emissionsdokuments geregelt werden. Hinsichtlich eines jeden Teilfonds kann der Verwaltungsrat unter Einhaltung der gesetzlichen Bestimmungen die Ausschüttung von Interimsdividenden beschließen.

Art. 27. Wirtschaftsprüfer. Der Verwaltungsrat veranlasst die Erstellung eines Jahresberichtes, welcher u. a. eine Bilanz oder eine Vermögensübersicht, eine nach Erträgen und Aufwendungen für das jeweilige Geschäftsjahr gegliederte Rechnungslegung sowie einen Bericht über die Geschäftstätigkeit im abgelaufenen Geschäftsjahr enthält.

Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer ("réviseur d'entreprises agréé") geprüft, welcher von der Gesellschafterversammlung ernannt und von der Gesellschaft vergütet wird. Der Wirtschaftsprüfer hat sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes von 2007 zu erfüllen.

Art. 28. Auflösung und Liquidierung der Gesellschaft und Ihrer Teilfonds. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 31 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftskapital unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt. Die Generalversammlung, welche ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Generalversammlung vertretenen Aktien entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des Weiteren der Generalversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftskapital unter ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6 dieser Satzung fällt; in diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Quorumerfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien halten. Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Nettogesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden kann.

Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, einen oder mehrere Teilfonds aufzulösen, indem die betroffenen Aktien entwertet werden und den betroffenen Aktionären der Nettoinventarwert der Aktien dieses oder dieser Teilfonds zurückerstattet wird.

Die Liquidation der Gesellschaft und/oder eines Teilfonds wird durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und ordnungsgemäß von der Aufsichtsbehörde genehmigt und von der Generalversammlung ernannt werden müssen. Letztere bestimmt auch über Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren. Im Falle einer Auflösung wird der/werden die Liquidator/en die Vermögenswerte der Gesellschaft bzw. des jeweiligen Teilfonds unter Wahrung der Interessen der Aktionäre verwerten, und die Depotbank wird den Nettoliquidationserlös (nach Abzug sämtlicher Kosten der Liquidation) auf Anweisung des/der Liquidators/Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis ihrer jeweiligen Rechte verteilen. Gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechts

wird der Liquidationserlös für Aktien, die nicht zur Rückzahlung eingereicht wurden, nach Abschluss der Liquidation für den gesetzlich festgelegten Zeitraum bei der «Caisse de Consignations» verwahrt. Beträge, die dort innerhalb der gesetzlichen Frist nicht angefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts.

Art. 29. Verschmelzung von Teilfonds. Wenn folgende Voraussetzungen erfüllt sind, kann der Verwaltungsrat unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Gleichbehandlung der Aktionäre entscheiden, einen Teilfonds mit einem anderen Teilfonds zu verschmelzen:

- (a) wenn der Nettoinventarwert des betreffenden Teilfonds unter einen gewissen Betrag fällt, der vom Verwaltungsrat als angemessen angesehen wird, um diesen Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise verwalten zu können, und/oder
- (b) bei Änderungen im wirtschaftlichen und/oder politischen Umfeld des Teilfonds.

Die Entscheidung zu einer Verschmelzung eines Teilfonds muss einen (1) Monat vor dem Tag, an dem die Verschmelzung wirksam wird, den betroffenen Investoren mitgeteilt werden. Diese Mitteilung muss Informationen in Bezug auf den neuen Teilfonds enthalten, während dieser Monatsfrist wird den Aktionären die kostenlose Rücknahme ihrer Aktien angeboten.

Ein Beschluss, die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten eines Teilfonds in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen zu verschmelzen, wie in den vorausgehenden Absätzen beschrieben, oder in einen anderen Teilfonds innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen kann ebenfalls durch Beschluss der Aktionäre des betroffenen Teilfonds gefasst werden, wobei die Anforderungen an die Beschlussfähigkeit und die Mehrheitserfordernisse wie für eine Auflösung des Teilfonds gelten. Sofern der Teilfonds jedoch mit einem luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen auf vertraglicher Basis („fonds commun de placement“) oder einem im Ausland angesiedelten Organismus für gemeinsame Anlagen verschmolzen wird, ist der Beschluss nur für diejenigen Aktionäre bindend, die für eine solche Verschmelzung gestimmt haben.

Art. 30. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (Depotbank) abschließen. Der Umfang der von der Depotbank zu erfüllenden Pflichten ergibt sich aus den Bestimmungen des Gesetzes von 2007.

Die Depotbank oder der Verwaltungsrat können den Depotbankvertrag mit einer Frist von drei Monaten kündigen. Die Depotbank wird während dieser Frist alle Maßnahmen ergreifen, um die Interessen der Aktionäre sicherzustellen. Die Depotbank bleibt solange aus dem Depotbankvertrag verpflichtet, bis der Verwaltungsrat eine Nachfolgerdepotbank bestellt hat.

Art. 31. Änderungen der Satzung. Die Satzung kann durch eine außerordentliche Generalversammlung, welche den Anforderungen des Gesetzes von 1915 entspricht, geändert werden.

Art. 32. Gerichtsstand. Erfüllungsort ist der Sitz der Gesellschaft.

Rechtsstreitigkeiten zwischen den Aktionären und der Gesellschaft unterliegen der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Großherzogtum Luxemburg. Die Gesellschaft ist berechtigt, sich selbst dem Recht und der Gerichtsbarkeit anderer Staaten, in denen die Aktien vertrieben werden, zu unterwerfen, sofern dort ansässige Aktionäre bezüglich des Erwerbs von Aktien Ansprüche gegen die Gesellschaft geltend machen.

Art. 33. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2007 geregelt.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Rechnungsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2012.
2. Die erste ordentliche Gesellschafterversammlung der Aktionäre wird im Jahr 2013 stattfinden.

Zeichnung und Einzahlung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

Oppenheim Asset Management Services S.à r.l., vorgenannt, 310 Aktien mit einem Nennwert von 100 Euro pro Aktie

Total: 310 Aktien mit einem Gesamtwert von 31.000 EUR. Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (31.000 EUR). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Gründungskosten

Die von der Gesellschaft zu tragenden Gründungskosten werden auf EUR 3.400,- veranschlagt.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes von 1915 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Gründungsversammlung der Gesellschaft

Die oben angeführten Parteien, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertreten, haben unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

1. Herr Alfons Klein; Geschäftsführer, Sal. Oppenheim jr & Cie. Luxembourg S.A., 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

2. Herr Andreas Jockel; Geschäftsführer, Oppenheim Asset Management Services S.à.r.l., 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

3. Herr Max von Frantzius, Geschäftsführer, Oppenheim Asset Management Services S.à.r.l., 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Herr Alfons Klein wird zum Verwaltungsratsvorsitzenden ernannt.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2013.

II. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

KPMG Luxembourg S.à r.l., 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2013.

III. Sitz der Gesellschaft ist in 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Worüber in Luxemburg Urkunde aufgenommen wird am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Bevollmächtigte der Erschienenen, hat dieselbe die vorliegende Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Signé: K. KAHSTEIN, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 25 juin 2012. Relation: RED/2012/853. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 25 juin 2012.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2012075829/624.

(120106847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Konkurs S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 164.637.

Extrait du procès-verbal des résolutions de l'actionnaire unique en date du 22 mai 2012 à Luxembourg

Il résulte du procès-verbal des décisions de l'actionnaire unique prises en date du 22 mai 2012, que:

Après avoir constaté que Mr. Guillaume Le Bouar s'est démis de ses fonctions de Gérant en date du 14 mai 2012, l'actionnaire unique a décidé de nommer la personne suivante en tant que Gérant de la Société, avec effet au 22 mai 2012, et pour une période indéfinie:

- Monsieur Jean-Marie Bettinger, employé privé, né à Saint-Avold (France) le 14 mars 1973, demeurant professionnellement au 48, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2012.

KONKURS S.À R.L.

Référence de publication: 2012064468/18.

(120091471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Kronospan Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4902 Sanem, Z.I. Gadderscheier.

R.C.S. Luxembourg B 116.516.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 08 mai 2012

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de la société BDO Audit aux fonctions de réviseur d'entreprises ayant son siège social 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147570

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2012.

Extrait sincère et conforme
Un mandataire

Référence de publication: 2012064469/15.

(120091556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Kulczyk Real Estate Holding 2 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 137.779.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2012.

Stijn Curfs
Mandataire

Référence de publication: 2012064470/13.

(120091570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Katoen Natie Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 110.988.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'administration du 23 mars 2012

Est élu Président du Conseil d'administration, en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, Monsieur Ferdinand HUTS, entrepreneur, né le 18 juin 1950 à Anvers, Belgique, demeurant à Italiëlei 151, B-2000 Anvers, qui déclare accepter.

La durée de sa présidence sera fonction de celle de son mandat d'administrateur et tout renouvellement, démission ou révocation de celui-ci entraînera automatiquement et de plein droit le renouvellement ou la cessation de ses fonctions présidentielles.

Pour extrait conforme
Luxembourg, le 10 mai 2012.

Référence de publication: 2012064472/16.

(120090914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Klarolux Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-1538 Luxembourg, 2, Place de France.

R.C.S. Luxembourg B 147.311.

Extrait des décisions prises lors de la réunion du Conseil de Gérance en date du 20 Avril 2012

1. Le siège social de la Société a été transféré du 125, Avenue du X Septembre L-2551 Luxembourg au 2, Place de France L-1538 Luxembourg, avec effet au 23 Avril 2012.

Luxembourg, le 25 Avril 2012.

Pour extrait sincère et conforme
Klarolux Investments S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2012064474/15.

(120091275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Klinengo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 64.836.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 1^{er} juin 2012

- Monsieur Stephane Cosco, né le 05 juin 1976 à Villerupt (F) demeurant à 8, Le Clos les Jardins d'Egide à F-54590 Hussigny-Godbrange est nommé en tant qu'administrateur en remplacement de Monsieur Celso Gomes Domingues, démissionnaire. Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée de 2013

Certifié sincère et conforme

Klinengo S.A.

Référence de publication: 2012064475/13.

(120091383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Klinengo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 64.836.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012064476/9.

(120091648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Kronospan Holdings, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4902 Sanem, Parc d'Activité Pafewee.

R.C.S. Luxembourg B 62.594.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 08 mai 2012

L'assemblée Générale décide de renouveler le mandat de la société BDO Audit aux fonctions de réviseur d'entreprises agréé avec siège social sis au 2, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147570.

Son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 30 septembre 2012.

Extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2012064477/13.

(120091555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Limited Brands International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 1.000.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 136.051.

—
EXTRAIT

En vertu d'une résolution prise par l'associé unique de la Société en date du 16 mai 2012, Monsieur Luis Francisco Machado, né le 3 décembre 1962 à Cuba, ayant son adresse professionnelle au 3, Limited Parkway, Columbus, OH 43230, États-Unis d'Amérique, a été nommé en tant que nouveau gérant de catégorie A de la Société, avec effet au 16 mai 2012, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2012.

Mandataire

Référence de publication: 2012064480/16.

(120091519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Lion/Gem Luxembourg 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.054.294,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 140.337.

—
Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil de Gérance en date du 17 avril 2012

En date du 17 avril 2012, le Conseil de Gérance de la Société a décidé comme suit:

- D'élire Monsieur Richard Brekelmans, Gérant B, en tant que Président du Conseil de Gérance, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

- D'élire Madame Elizabeth Timmer, Gérant B, en tant que Vice-Président du Conseil de Gérance, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2012.

Stijn CURFS

Mandataire

Référence de publication: 2012064481/18.

(120091137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Luxembourg (Overseas) Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 37.984.747,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 120.821.

—
EXTRAIT

En vertu d'une résolution prise par l'associé unique de la Société en date du 16 mai 2012, Monsieur Luis Francisco Machado, né le 3 décembre 1962 à Cuba, ayant son adresse professionnelle au 3, Limited Parkway, Columbus, OH 43230, États-Unis d'Amérique, a été nommé en tant que nouveau gérant de catégorie A de la Société, avec effet au 16 mai 2012, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2012.

Mandataire

Référence de publication: 2012064483/16.

(120091518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Luxpai Holdo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.482.751,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 155.250.

—
Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2012.

Référence de publication: 2012064485/11.

(120091041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

La Surveillance Luxembourgeoise S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 55.320.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LA SURVEILLANCE LUXEMBOURGEOISE S.A.
HRT FIDALUX S.A.

Signature
Le Domiciliataire

Référence de publication: 2012064486/13.

(120091176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Landwehr I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 120.937.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LANDWEHR I S. à r.l.
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012064487/11.

(120091131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Le Gabelle S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 99.388.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

Référence de publication: 2012064488/11.

(120091117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Les Propriétaires Réunis, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 14, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 54.218.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2012064489/10.

(120091204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Lestrade International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 81.954.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012064490/11.

(120091382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Leumi Global Managers Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 100.896.

Suite à l'assemblée générale ordinaire du 1^{er} juin 2012, les actionnaires de la société d'investissement à capital variable Leumi Global Managers Fund ont accepté la démission de Dr. Jacques Schilli et renouvelé les mandats d'administrateur

de Eli Sellman, Chaim Fromowitz, Ilan Viskin, Steve Langer et Michael Ganz jusqu'à la date de l'assemblée générale qui statuera des comptes de la société au 31 décembre 2012;

Les actionnaires ont reconduit le mandat de KPMG Luxembourg en tant que réviseur d'entreprise jusqu'à la date de l'assemblée générale qui statuera des comptes de la société au 31 décembre 2012;

Luxembourg, le 5 juin 2012.

Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.

Référence de publication: 2012064491/15.

(120091411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

LSF REIT Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 147.869.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juin 2012.

Référence de publication: 2012064494/10.

(120091225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

LU GE VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 166.793.

En date du 4 juin 2012, la société Panattoni Northern Europe Development B.V a transféré 1.250 parts sociales de la Société, correspondant à 100 % du capital social de la Société à la société LU PC VIII Sarl, une société de droit luxembourgeois, enregistrée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 156.751, ayant son siège social à L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.

Luxembourg, le 5 juin 2012.

LU GE VI Sarl

Panattoni Luxembourg Directorship Sarl

Représentée par Olivier Marbaise

Gérant

Référence de publication: 2012064496/17.

(120091609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Luxdrinks S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 22.396.

Par la présente Conseil Comptable SA informe de sa démission en tant que commissaire de la société:

LUXDRINKS S.A.

Société Anonyme

Siège social: 560A, rue de Neudorf L-2220 Luxembourg

RCS Luxembourg: B 22.396

avec effet au 31 mai 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mai 2012.

Signature.

Référence de publication: 2012064497/15.

(120091006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Luxembourgeoise de Construction Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 29.744.

—
Extraits des résolutions prises lors de la réunion des membres du Conseil d'Administration tenu au siège social le 24 avril 2012

- la fin du mandat d'Administrateur de Monsieur Jean HEINZ, Administrateur décédé est actée avec effet au 17 avril 2012.

- Monsieur Hubert HANSEN, employé privé à la retraite, né le 17 octobre 1951 à Ettelbruck, Grand-Duché du Luxembourg et demeurant au 21, rue de la Chapelle, L-7522 Mersch, Grand-Duché du Luxembourg est coopté nouvel Administrateur avec effet au 17 avril 2012. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'année 2013.

Ratification sera demandée lors de la prochaine Assemblée Générale Statutaire.

Fait à Luxembourg, le 24 avril 2012.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2012064498/17.

(120091028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Luxvalor Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 142.369.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2012.

Référence de publication: 2012064499/10.

(120090935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Masonite Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 88.921.

—
Les comptes annuels consolidés de Masonite Inc. au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, en conformité avec l'article 314 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juin 2012.

Référence de publication: 2012064507/11.

(120091655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

MAN Umbrella SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 53.150.

—
Le rapport annuel au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Man Umbrella SICAV

Société d'Investissement à Capital Variable

RBC Dexia Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2012064513/13.

(120091536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

**RI Menora German Holdings, Société à responsabilité limitée,
(anc. Mitco Germany Holdings C S.à r.l.).**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 124.033.

L'an deux mille douze.

Le vingt-deux mai.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

La société UNIVERSAL STARS LLC, ayant son siège social à 1617 N. Main Street, Suite B, Sheridan, WY 82801 (USA), numéro CID 200300454411,

ici dûment représentée par Monsieur Alexandre TASKIRAN, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée MITCO GERMANY HOLDINGS C S.à r.l., avec siège social à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, R.C.S. Luxembourg numéro B 124033, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 20 décembre 2006, publié au Mémorial C numéro 565 du 7 avril 2007.

- Que la comparante est la seule et unique associée actuelle de ladite société MITCO GERMANY HOLDINGS C S.à r.l. et que la comparante a pris la résolution suivante:

Résolution

L'associée unique décide d'adopter par la société la dénomination de RI Menora German Holdings et de modifier en conséquence l'article quatre des statuts comme suit:

" **Art. 4.** La société prend la dénomination de RI Menora German Holdings."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de huit cents euros.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la comparante le présent acte est rédigé en français suivi d'une traduction anglaise, à la requête de la même comparante et en cas de divergences entre le texte français et anglais, la version française fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Suit la version française du texte qui précède:

In the year two thousand and twelve.

On the twenty-second day of May.

Before us the undersigned notary Jean SECKLER, residing at Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

The company UNIVERSAL STARS LLC, having its registered office in 1617 N. Main Street, Suite B, Sheridan, WY 82801 (USA), number CID 2003-00454411,

here duly represented by Mr. Alexandre TASKIRAN, chartered accountant, residing professionally at L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach,

by virtue of a proxy given under private seal.

This proxy initialled "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary will remain annexed to the present deed, to be filed at the same time with the registration authorities.

This appearing party, through its mandatory, declared and requested the notary to act:

- That the limited liability company MITCO GERMANY HOLDINGS C S.à r.l., with registered office at L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, R.C.S. Luxembourg number B 124033, has been incorporated pursuant to a deed of

the undersigned notary on the 20th of December 2006, published in the Mémorial C number 565 of the 7th of April 2007.

-That the appearing party is the sole actual partner of the said company MITCO GERMANY HOLDINGS C S.à r.l. and that the appearing party has taken the following resolution:

Resolution

The sole partner decides to adopt by the company the name of RI Menora German Holdings and subsequently amends article four of the articles of incorporation which will henceforth have the following wording:

" **Art. 4.** The corporation shall take the name of RI Menora German Holdings."

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at eight hundred Euro.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party the present deed is worded in French, followed by an English version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the French and the English texts, the French version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up at Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder, known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, the said proxy-holder signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: Alexandre TASKIRAN, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 25 mai 2012. Relation GRE/2012/1849. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 4 juin 2012.

Référence de publication: 2012063949/76.

(120090631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2012.

Luxvalor Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 142.369.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 4 juin 2012.

Référence de publication: 2012064500/10.

(120090943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.

Net Service Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 84.898.

EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement en date du 1^{er} juin 2012 que:

- Madame Valérie WESQUY, administrateur en fonction, a été nommée Président du Conseil d'administration.

- Le siège social de la société a été transféré de son adresse actuelle vers le 26-28 Rives de Clausen L-2165 Luxembourg.

En outre, il est à noter que suite à un changement d'adresse Monsieur Roberto DE LUCA est désormais domicilié au 26-28 Rives de Clausen L-2165 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2012064533/14.

(120091605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2012.
